



4 *Carpe diem*, sauf pour les poissons

5 Élections syndicales pour les associations, piège à cons ?

6 DOSSIER

7 **Résidences secondaires : cris et chuchotements**

8 Il y a quelques mois un lecteur nous a adressé un article sous forme de cri d'alarme. Damien Rotureau voulait ainsi attirer notre attention sur ce que représente le phénomène des résidences secondaires sur le Plateau et ses effets négatifs, ici, mais surtout dans le cadre d'une vision plus globale de la société. L'occasion pour l'équipe d'IPNS d'essayer de mieux cerner ce que représentent réellement les résidences secondaires sur le terrain. Nous avons interrogé des personnes variées, écouté les bruits qui se chuchotent (en particulier sur le vote des résidents secondaires) et tenté de rassembler un ensemble d'informations qui peut éclairer la situation. C'est le dossier que nous vous proposons ici.



9 **“Vivre sur le Plateau”**

Une association aux origines de la première intercommunalité du Plateau



10 **La Cardère, pour mieux connaître la nature qui est à notre porte**

Une nouvelle revue naturaliste en Creuse ! Elle s'appelle *La Cardère* et a fait son apparition il y a quelques mois. Nous avons demandé à ses promoteurs, Carmen Munoz et Vincent Primault, de nous la présenter. Quant à IPNS, il vous en recommande chaudement la lecture !

11 **Camille Fabre : Un itinéraire libertaire et communiste**



12 **Autoportraits sur le Plateau**

Frénésie de portraits sur le Plateau ! Est-ce une mode ou un besoin d'affirmer son existence collective sur le territoire ? On ne compte pas moins de quatre initiatives qui ont, cette année, mis au cœur de leur projets les habitants de la Montagne limousine.



13 **Felletin - Aubusson : Triste et vaine querelle autour de la tapisserie**

14 **Chroniques**

15 Nous inaugurons deux chroniques que vous retrouverez chaque trimestre dans IPNS. La première consacrée aux exilés vous tiendra au courant des actions et des actualités qui touchent les personnes exilées qui se retrouvent désormais à nos portes, à Eymoutiers, Peyrelevade et dans les communes alentours. Un moyen de contribuer aux actions de solidarité qui sont mises en place par les associations locales (Montagne accueil solidarité et Cimade). L'autre chronique, plus légère, est sportive ! Jean-François Pressicaud nous fera partager, dans un ordre alphabétique mais avec subjectivité, la richesse de l'histoire du cyclisme en Limousin.



16 **Visions contrastées du plateau de Millevaches**

TRIMESTRIEL

n56

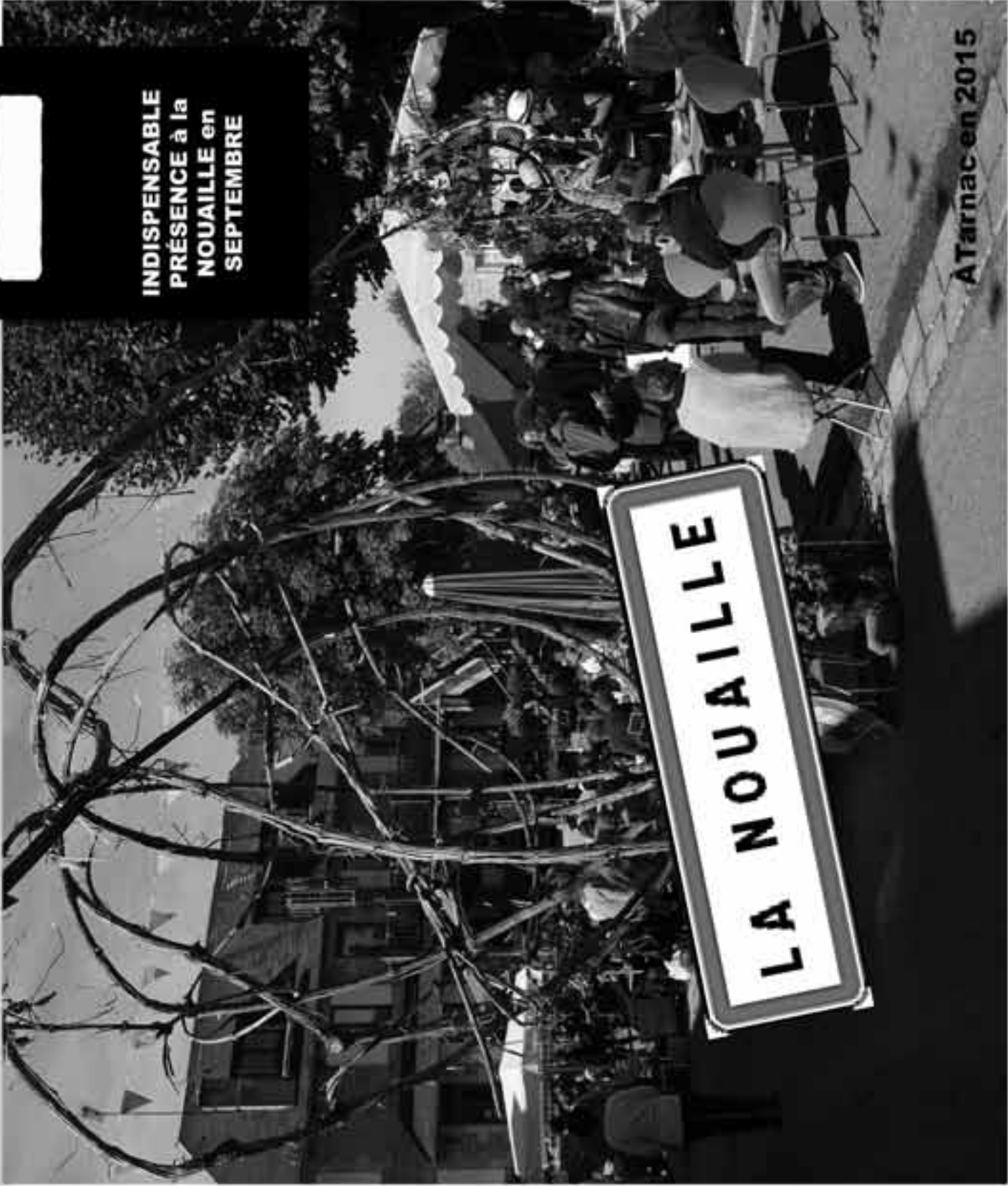
3 euros 50

septembre 2016

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES

INDISPENSABLE
PRÉSENCE à la
NOUAILLE en
SEPTEMBRE

2^e Fête de la Montagne limousine
Bienvenue à La Nouaille !



A Tarnac en 2015

FÊTE DE LA MONTAGNE LIMOUSINE

On nous bassine avec les jeux de Rio, sur la grandeur de Pierre de Coubertin, son humanisme... Je me marre, Pierre de Coubertin était un personnage abject, élitiste, misogyne, colonialiste et raciste ! Les premiers Jeux furent marqués par un racisme éhonté. "Je suis un colonial fanatique", écrivait sans mentir le baron Coubertin. De plus il était résolument hostile à la participation des femmes aux JO, qu'il appelait "les olympiades femelles, inintéressantes, inesthétiques et incorrectes", sauf à un titre : "Aux Jeux olympiques, leur rôle devrait être surtout, comme aux anciens tournois, de couronner les vainqueurs". Admirateur d'Hitler il écrivait notamment : "La théorie de l'égalité des droits pour toutes les races humaines, conduit à une ligne politique contraire à tout progrès colonial..."

Hollande le facétieux joueur s'engage pour combien de milliards à Paris en 2024 ? Un funeste cadeau à un successeur ! Alors les Jeux du fric (12 milliards € pour Rio !) où les médaillés rendront leurs médailles dans 2/3 ans pour dopage, je m'en tamponne et je regarde juste les lumières comme les exclus des favelas.



m.bernard

2^e FÊTE DE LA NOUAILLE

Après le succès de la fête de la Montagne limousine de 2015 à Tarnac, la seconde édition de cette manifestation aura lieu le dernier week-end de septembre à La Nouaille, en Creuse. IPNS y sera présent comme les autres médias du Plateau (Télé Millevaches qui présentera un cinéma permanent et Radio Vassivière qui mettra son antenne à la disposition de la

PROGRAMME

À La Nouaille en Creuse
www.fete.montagnelimousine.net

TOUT AU LONG DE LA FÊTE

Sauvegarde de la langue limousine.

Collecte de récits de vie, en occitan ou, à défaut en français pendant la durée de la fête, dans la Librairie Occitane

Lieu : Mairie

À la rencontre des habitants de La Nouaille

La Mairie

Radio Vassivière

Émissions en direct, tables rondes, interviews. Salle des fêtes et un peu partout...

Le Cinéma Permanent de TéléMillevaches.

Projections en continu des magazines de l'année

Le jardin de chez l'auvergnat (à gauche de l'église)

Expositions et présentations autour des plantes et des arbres, miel, ...

Arbres fruitiers, débardage à cheval, apiculteurs.

La fontaine St Pierre

Débardage à cheval

La fontaine St Pierre

Stands associatifs, thématiques...

Rue principale

Collecte d'entretiens sur les sensations du temps qu'il fait sur le Plateau de Millevaches.

Avec PAN et AGP. Animé par Stéphanie Eligert.

Place de la mairie

Jeux pour petits et grands

À l'école et un peu partout

Démonstration de travaux du bois par des charpentiers

Espace détente

Le jardin de chez l'auvergnat (à gauche de l'église)

Petite restauration, confiserie, biscuits, confectionnés par des producteurs locaux.

Place de l'église

Des activités sur le thème de la mobilité durable pour un week-end sur les chapeaux de roues ! Randonnées en vélos électriques, réparation de vélos...

Route principale en face de l'église

Le Planning Familial

Jardin de l'école (à gauche de la mairie)

Atelier de fabrication de masques en carton, de jeux en bois, sérigraphie, avec 100 Kulottes

Champ des concerts

Laboratoire de l'imaginaire projections d'images et de sons susceptibles de déployer un imaginaire commun au Plateau.

Champ des concerts

Le Mur de la Mort spectacle moto à l'ancienne sur paroi verticale, cinq séances

vendredi et samedi. Tarif unique 6€

Champ des concerts

Bar, buvettes et musique ambulante

Place de la mairie. Place de l'église. Champ des concerts

VENDREDI 23 SEPTEMBRE

17h Inauguration et ouverture - Place de l'église

19h La Nuit du Pain

Atelier de fabrication de pain au levain avec des boulangers et du blé de la Montagne

Place de l'église

19h Pizzas des Malabronzats - Place de l'église

19h apéro concert avec "tout seul+guest" ballade française - blues/noise.

Champ des concerts

20h Mur de la Mort performance moto sur paroi verticale (tarif 6€) - Champ des concerts

20h Concert bal dansant Luc Escoubeyrou

Place de l'église

21h Performance Acrobatique, carte blanche à Xavier Kim - Champ des concerts

22h Mur de la Mort performance moto sur paroi verticale (tarif 6€), suivi d'un concert de Krüt - trio élastique et sauvage à tendance rock

Champ des concerts

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org

IPNS

Trimestriel, édité par l'association IPNS. Clin d'œil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales

dans chaque numéro. Directeur de publication :

Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.

Imprimerie : Rivet Presse Edition -

Limoges, labellisée Imprim'vert.

Commission paritaire : 1017 G 81 797 -

ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>

IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

A MONTAGNE LIMOUSINE

23 - 24 - 25 septembre 2016

fête). Nous vous y attendons nombreux ! Vous trouverez ci-dessous l'état du programme de ces trois journées au moment où nous mettons sous presse, un programme qui est encore susceptible de quelques modifications et compléments. Pour vous tenir au courant du programme définitif, il faut se rendre sur le site de la fête : <http://www.montagnelimousine.net>

SAMEDI 24 SEPTEMBRE

9h30 Une invitation botanique pour tous les curieux de la nature. Venez échanger sur le paysage et la botanique au cours d'une promenade. Départ devant la mairie
10h Foncier et Agriculture
Rencontre débat :
 10h-11h15 : le foncier en question
 11h15-12h30 : zoom sur la structuration des filières
 Salle des fêtes
10h Démonstration de filage de laine angora
 Place de la mairie
10h Accueil des Réfugiés sur le Plateau
Rencontre débat : Réunion avec les acteurs sociaux et solidaires de la région. Jardin de l'église
10h-18h en continu - Activités autour de la laine (pompons, tricotins, branchages colorés, tissages, fanions...) parents-enfants avec Les P'tits Bouts
 Jardin de l'école
11h Formation paysanne en Bolivie Projections débat autour du projet de formation paysanne dans les Andes Boliviennes
 Dans l'église

REPAS Grillades et frites au bénéfice de la fête, accompagné par le duo musical Les Mokets: reprises de chansons franco-anglo-folk-electrik (prix libre chapeau) - le jardin de la mairie
 Cuisine du monde par des personnes réfugiées vivant sur la Montagne limousine
 Jardin de l'église et d'autres petites restaurations un peu partout...

14h Danses Folkloriques
 Spectacle des Veilhadours des Bruyères valses, scottishs, mazurkas (prix libre chapeau)
 Place de l'église
15h La Boum des Enfants. Salle des fêtes
15h Projection film "un paese di Calabria" (1h30): Riace est un village de Calabre en Italie qui accueille des migrants depuis presque 20 ans, suivi d'un débat avec les réalisatrices et les acteurs sociaux et solidaires de la région.
 Dans l'église
16h Performance Acrobatique, carte blanche à Xavier Kim. Champ des concerts
17h Course de caisses à savon
 Champ des concerts
18h Abolir la propriété et partager les revenus, chiche ? un débat sur la possible expérimentation concrète d'un partage des revenus et de la propriété avec des personnes volontaires. Utopie ?
 Dans l'église
18h Démonstration de filage de laine angora
 Place de la mairie
18h Mur de la Mort performance moto sur paroi verticale (tarif 6€). Champ des concerts

REPAS Grillades et frites au bénéfice de la fête. Place de l'église et d'autres petites restaurations un peu partout...

19h Concert Bal dansant Los Demeaires
 place de l'église
20h Mur de la Mort performance moto sur paroi verticale (tarif 6€) suivi d'un concert de Vicky Williams (poétique rock au kilo)
 Champ des concerts

20h30 Spectacle "Espagne 36"
 Du passé, faisons notre rage ! Tarif libre
 Salle des fêtes

Les concerts toute la nuit. Champ des concerts
22h00 Sang Contest concert de punk acoustique
23h Mur de la Mort exhibition moto sur paroi verticale (tarif 6€)
23h30 Jougou disco-rock
1h Rien Virgule musique rituelle d'un autre monde
2h Tintin l'autre homme orchestre punk rock libertaire
3h DJ

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE

9h-12h Marché des Producteurs
 Marché des producteurs locaux de légumes, fruits, pain, miel, confitures, fromage, etc...
 Derrière l'église
9h30 Une invitation botanique pour tous les curieux de la nature. Venez échanger sur le paysage et la botanique au cours d'une promenade. Départ devant la mairie
10h Démonstration de filage de laine angora
 Place de la mairie
10h-12h30 Penser la forêt de demain : débattre et échanger avec des professionnels expérimentés et acteurs de la forêt en Limousin, sur les bonnes approches et bonnes pratiques autour de la gestion raisonnée et durable de parcelles boisées sur le Plateau de Millevaches.
 Salle des fêtes
11h-12h30 Rencontre autour de la restauration du patrimoine local, pourquoi ?
 Comment ?
 Dans l'église
11h apéro musical avec Little Peanuts (blues autonome). Champ des concerts
11h30-12h Atelier de signes des bébés avec Les P'tits Bouts
 Jardin de l'école

REPAS Grillades et frites au bénéfice de la fête, accompagné des Oiseaux de Passage (prix libre). Jardin de la mairie
 Cuisine du Monde par des personnes réfugiées vivant sur la Montagne Limousine
 Jardin de l'église et d'autres petites restaurations un peu partout...

14h Performance Acrobatique, carte blanche à Xavier Kim. Champ des concerts
14h Discussion autour de l'Abeille Noire
 Dans l'église
15h Atelier "Café Zouk famille", expression corporelle parents-enfants, animé par Laura Greaves avec Les P'tits Bouts (1h)
 Jardin de l'école
15h Nous sommes le territoire
 Rencontre débat : Quel pouvoir(s) pour les habitants ? Ici comme ailleurs, comment prendre place ?
 Salle des fêtes
16h30 Buffalo ce n'est ni un concert, ni une lecture, c'est une tuerie... -
 Champ des concerts
18h Démonstration de filage de laine angora
 Place de la mairie
19h Fin de la fête.
 Démontage, rangements ...

Abolir la propriété et partager les revenus, chiche ?

Lors de la fête de la Montagne limousine, est proposé un débat sur la possible expérimentation concrète d'un partage des revenus et de la propriété avec des personnes volontaires. Utopie ? Au-delà de la théorie, venez en parler à La Nouaille. Le texte ci-dessous est une introduction pour cadrer le sujet.

Partager les revenus et abolir la propriété font partie des sujets abordés trop souvent de manière simplement théorique. Peut-on envisager une mise en œuvre pratique et concrète de ces notions ? Avec qui, avec quels outils, sur quel périmètre ? Autant de questions que nous pourrions essayer d'aborder lors de la prochaine fête de la Montagne limousine. S'il doit y avoir expérimentation locale, elle doit se construire par un débat et autour d'un consensus évolutif au fil des discussions entre les personnes intéressées. Il ne s'agit pas de priver quiconque de la jouissance de ses "biens" ou de ses revenus mais d'introduire des systèmes de régulation supplémentaires permettant de renforcer les solidarités locales.

En plus des systèmes de solidarité existants

Il n'est évidemment pas question de remettre en cause les systèmes de solidarité nationale qui se sont construits au fil des luttes sociales du XX^e siècle. Aussi bien l'impôt sur le revenu du travail et du capital, que la gratuité de l'enseignement, le système de retraite, la sécurité sociale, les allocations familiales, l'assurance chômage, la protection des handicapés ou encore le RSA sont des éléments de solidarité, des acquis sociaux qu'il est indispensable de défendre et de consolider dans la mesure du possible, même s'ils sont bien imparfaits. Fruits des luttes passées, ce sont des enjeux importants tout autant

Pourquoi ne pas développer des systèmes locaux allant plus loin dans la mise en place d'outils de partage et de justice sociale ?

que des indicateurs de cohésion et de justice sociales. En perpétuelle remise en question (les rapports sociaux sont bien des rapports de force), ils nécessitent une mobilisation continue pour lutter contre les attaques auxquelles ils sont soumis par les militants des systèmes libéraux les plus inégalitaires qui tiennent le haut du pavé dans le débat public. Pour autant, et à côté de la défense de ces éléments, pourquoi ne pas essayer de développer des systèmes locaux allant plus loin dans la mise en place d'outils de partage et de justice sociale ? C'est par exemple ce qui est en œuvre, dans le domaine du développement de nouveaux outils économiques solidaires, avec des initiatives comme Terre de liens ou la création des monnaies locales.

Mutualiser ses revenus

Des expériences de partage égalitaire ou équitable des revenus, il en existe évidemment déjà dans différentes entreprises autogérées et dans quelques communautés de vie. Elles explorent différentes formes, du strict partage égalitaire à l'adaptation aux besoins de chacun. Mais, il n'y a pas

(ou peu ?) d'expérimentations tentées au niveau d'un territoire. Bien entendu les questions qui se posent en amont sont celles liées à la notion même de revenu et d'égalité. De quels revenus parle-t-on ? Celui du travail, celui du capital ? Celui que l'on ne dépense pas du fait par exemple d'être propriétaire de son logement ? Des revenus d'un foyer fiscal ou de ceux de chaque personne ? Et comment l'évaluer ? Il en va de même sur les notions d'équité et d'égalité : faut-il définir les besoins de chaque individu (équité) ou s'en tenir à une simple approche mathématique (égalité) ? Et dans le cas où l'on définit les besoins, lesquels prendre en compte ? Une approche concrète pour tenter la mise en place d'une expérimentation à l'échelle d'un territoire nécessite donc d'établir un consensus entre les différents-e-s actrices et acteurs souhaitant se lancer dans ce genre d'aventure. Il s'agit non seulement de définir un territoire mais aussi une communauté, ouverte ou fermée, et les processus d'analyse et d'évolution d'un projet forcément évolutif. L'enjeu ne serait pas de choisir entre des théories existantes, mais de construire un consensus entre les personnes susceptibles de partager cette expérience.

Abolir la propriété

Sur l'abolition de la propriété, qui a suscité tout autant sinon plus de théorisation au cours des siècles, la problématique de mise en place d'expérimentations concrètes est sensiblement la même. Des expériences de propriétés collectives existent évidemment. Mais des expériences d'abolition de la propriété semblent absentes. Abolition de la propriété mais pour la remplacer par quoi ? Les différents systèmes de collectivisation proposent leur solution mais il semble que les débats qui se sont développés autour de la

notion de "communs" pourraient aider à ré-inventer cette notion d'abolition de la propriété. Chacun-e met dans ces "communs" ses fantasmes et ses désirs, bien entendu, mais là encore, peut-on essayer, sur un territoire et dans un groupe de personnes librement constitué de mettre en œuvre ce concept ? Comment peut-on, là aussi, construire une pratique évolutive au fil de sa mise en œuvre qui permette de séparer la jouissance d'un bien de sa propriété ? Peut-on envisager de remplacer la propriété par un droit d'utilisation des "communs" ? Comment serait établi ce droit ? Quelles en seraient les limites ? Comment inventer un nouveau statut pour ces communs ? À qui en confier la gestion ?

Alain Détoille

Carpe diem, sauf pour les poissons

Pêcheur invétéré depuis quelques années, je suis régulièrement confronté à un style de pêche de plus en plus envahissant sur nos lacs : la pêche à la carpe. Dérives d'un lobby lucratif des magasins de pêche ? Besoin de sortir en bandes ? Les retombées sur notre milieu sont loin d'être neutres.

Des tentes kaki, des tenues de camouflage, des cannes tendues à travers les lacs, un feu, des attitudes parfois débordantes... Vous êtes sur un coin de carpiques ! Mon propos n'est pas de traiter tel ou tel comportement que nous retrouvons dans n'importe quel groupe constitué, mais de pointer les retombées sur notre environnement.

Du matériel sophistiqué

Fin le bon vieux bouchon de papa que ce dernier surveillait patiemment en se préparant à un combat qui ravira ses potes au comptoir. Maintenant, le pêcheur dispose de cannes légères, puissantes, qui ne posent plus de problème pour "treuiller" les carpes : le combat est devenu inexistant. Il dispose également de bateaux téléguidés d'une technologie de plus en plus pointue : équipés d'un sondeur en



Bateau amorceur de 700 à 1 200 € en moyenne

couleur et fonctionnant à distance, dotés souvent de caméra sous-marine et d'un GPS qui permet de retrouver les coups favorisés. Ils emmènent dans leur "soute" l'amorce nécessaire ainsi que les lignes. Il suffira de le positionner grâce au GPS et la "livraison" sera assurée. Le récepteur ou le smartphone dessine sur un écran le profil du fond, détecte les poissons et indique leur profondeur. La nuit, le pêcheur est relié jusqu'à sa tente avec un réveil sonore d'une petite centrale qui indique par bip un départ de moulinet. Pour les fans de modélisme aérien, est apparu sur le marché un drone capable de transporter montage et amorce sur les emplacements. Ils représentent une alternative aux bateaux amorceurs, qui, bien que discrets, émettent tout de même un bruit de moteur et une ombre qui semble parfois perturber l'appétit des poissons. Equipés d'une caméra et d'un retour vidéo sur un smartphone, ils permettent de scruter la surface de l'eau tel un oiseau, permettant d'observer les postes à la recherche d'herbiers, de hauts fonds ou tout simplement de poissons. Pêche vous me dites ? Plutôt jeu vidéo grandeur nature.

De la croquette à la bouillette

Après avoir utilisé Frolic, la croquette pour chien (composition : céréales (dont blé) 4%, sous-produit d'origine végétale, viandes et sous-produits animaux (dont viandes fraîches 4%, dont bœuf 4%), huiles et graisses (dont huile de tournesol 1%, dont huiles de poissons 0,25%), légumes (carottes 4%), substances minérales, lait et produit de laiterie, sucres, poissons et sous-produit de poisson. Rien que des produits "naturels" présents dans nos eaux ?), la bouillette (bille) est devenue un appât incontournable pour la pêche à la carpe. Plus sélective et plus robuste que les graines, la bouillette permet de lancer beaucoup plus loin et de pêcher plus longtemps sans relever ses lignes. La bouillette a été déclinée dans une multitude de couleurs, diamètres et parfums, aussi bien fruités que carnés, à base de farines diverses : soja, blé, lupin, maïs, de saumon, de calmar, de graines de lin, de piment rouge en poudre, renforcé en albumine d'œufs et d'attractants de type liquide de foie, parfum moule-écrevisse, ail-menthe, huile de thon, de crabe, arôme de fraise, de banane et autre produit secret du carpique !

Impact des gros amorçages sur les carpes et leur milieu

L'amorçage joue un rôle essentiel dans cette pêche. Mais les tonnes de billes déversées chaque année dans nos lacs sont-elles vraiment saines pour l'écosystème ? Au fond, qui se préoccupe de l'innocuité des appâts ? Les bouillettes sont composées de farines animales et végétales et de liquides dont la composition est secrète et parfois vraiment douteuse. Et comme tout aliment, les billes pourrissent. Des plongées dans les lacs surpêchés ont révélé un phénomène inquiétant : les bouillettes qui ne sont pas mangées finissent par créer un dépôt nauséabond sur le fond de l'eau. Sous ce dépôt : aucune vie ne se développe, contrairement à ce que l'on pourrait penser.

Pourrissement de l'eau

Il y a en réalité deux phénomènes différents, selon que la bouillette a été roulée avec ou sans conservateur. Sans conservateur, les bouillettes moisissent assez vite. Les bactéries aquatiques jouent leur rôle : le début de la décomposition est marqué par l'apparition de filaments blancs (bactéries agglutinées) et par la suite, les bouillettes se délitent en une bouillie dégueulasse ! Même les animalcules ne trouvent pas leur compte dans cette soupe bactérienne et désertent souvent les lieux. Second cas, la



bouillette comporte des conservateurs et des antifongiques. Là, les choses sont encore pires. Les bouillettes ne sont pas dégradées rapidement par les bactéries, et restent des jours voire des semaines dans le même état. Or, au bout de seulement quelques temps, l'hydrolyse du milieu naturel va finir par avoir raison des protéines qui constituent cette bouillette (souvent plus de 30 % du poids total, c'est-à-dire 10 % de plus que dans le bœuf ou le poulet). Les protéines qui se dégradent créent de l'ammoniac à haute dose, et cela rend le fond de l'eau toxique. En plus, l'ammoniac (ammoniac sous sa forme aqueuse) a un pH très basique, ce qui ne s'arrange pas dans nos plans d'eau acides. Cela crée un terrain très fertile pour les algues vertes filamenteuses qui ont besoin d'azote. Dans les deux cas, les nutriments constituant les bouillettes (et

parfois aussi les graines) semblent ne plus intéresser le moindre invertébré au bout de quelques jours, dès que la bouillette se met à se décomposer.

Les résidus sont d'autant plus épais que l'amorçage est gros et que la pression de pêche est grande ! Lorsqu'il s'agit d'une tache de 10 m² dans 2000 hectares d'eau, ça ne pose aucun problème, parce que la nature a le temps d'éliminer la nuisance. Mais dans un bassin de dix hectares matraqué 24 heures sur 24, il ne faut pas s'étonner des conséquences.

Alimentation des carpes et obésité

De nos jours, quelle est l'espérance de vie moyenne d'une carpe dans un plan d'eau impacté par la surpêche ? 15 ans ? 20 ans ? Moins ? Nos carpes ont une croissance folle, rapide, mais elles meurent assez jeunes. Dans les années 1980-1990, on prêtait aux carpes une espérance de vie de 30 ans au moins, et certains carpiques parlaient même de sujets atteignant les 50 ans. Que s'est-il donc passé ? Les souches de carpes ont évolué. Les souches modernes ont un potentiel de croissance fort, et surtout une vitesse de croissance hallucinante. Mais elles sont aussi très résistantes. Donc on ne voit pas pourquoi leur espérance de vie serait plus faible ! Il n'y a que la surpêche qui explique cela !

Le smartphone dessine sur un écran le profil du fond du lac, détecte les poissons et indique leur profondeur



Cette carpe pesait 31 kilos au moment de la photo, et 33 kilos à l'heure actuelle. Elle survit et grossit avec cette hernie immonde depuis plus de deux ans (magazine 1max2peche)



Quand, au beau milieu de la saison, on retrouve une grosse carpe morte sur le bord de l'eau, on s'en émeut et très vite, on accuse la surpêche d'en être responsable. Mais quel aspect de la surpêche aura eu raison de ce poisson trophée ? On incriminera une mauvaise manipulation, une séance photo trop longue, les captures à répétition. Et dans les petits plans d'eau, ce sera souvent la faute de Pierre ou de Paul. Mais se pose-t-on jamais la question de l'alimentation des carpes, de ce que nous leur donnons à manger ? Leur ration quotidienne de bouillettes ne peut-elle pas expliquer aussi ces morts brutales ?

Les mensurations de certaines prises font un peu penser à celles des bodybuilders pros, dopés toute l'année aux stéroïdes. S'ils peuvent fasciner par leur physique démesuré, leur santé est souvent précaire. Certains sont victimes d'un phénomène qui s'appelle le "bubble gut", c'est-à-dire un ventre musclé, mais ressemblant à une bedaine d'obèse, notamment en raison de facteurs hormonaux. Un peu comme nos carpes, même si les causes sont bien différentes. Comme pour le bodybuilding, ce que les carpiques injectent dans le milieu aquatique n'est pas sans danger et les carpes sont un peu victimes de "bubble gut".

Alors vous dites : pêche ? Non sûrement pas. Sport ? Non, encore moins. Mais maltraitance animale et destruction de l'environnement, oui !

Michel Bernard

Hormis mes connaissances de la pêche, toutes les données de cet article proviennent de documentations, de revues et de sites carpiques.

Aux élus du Plateau

Si vous voulez pourrir un lac de votre commune laissez y s'implanter des carpiques ! Leurs procédés de pêche destructeurs de l'environnement vous convaincront rapidement et ils auront vite fait de transformer votre plan d'eau en mare à canard infâme. Leur monopole d'appropriation des berges et de l'eau empêche souvent tout autre mode de pêche ou d'activités nautiques et leur quasi impunité vis à vis de la réglementation pose de plus en plus question sur une adéquation indispensable entre le pêcheur et la nature. Un enduro carpique de 72 heures sur tout le lac de Lavaud-Gelade = des dizaines de kilos de "merde" déversés dans le lac ! Quant au lac de Faux-la-Montagne, je crains que le procédé soit irréversible, ce lac n'offre plus beaucoup d'intérêt pour une pratique halieutique normale, pourri depuis trop longtemps par des carpiques inconscients.

Élections syndicales pour les associations : piège à cons ?

En novembre 2016, auront lieu les élections syndicales dans les très petites entreprises et très petites associations. Et alors ? Quel intérêt pour cette actualité et les idées syndicalistes "au pays des alternatives". En effet, là où le militantisme brille plus fort, que faire des questions liées au salariat ? Ben... comment te dire ?

Les différents dispositifs d'aides à l'emploi qui se sont succédés ces quinze dernières années, ont permis à nombre d'associations de franchir le pas du professionnalisme en embauchant. Cela a été d'autant plus le cas sur le plateau de Millevaches avec la mise en place des aides régionales "emplois associatifs". La création de ces emplois a eu pour effet de booster le développement de l'économie sociale et solidaire.

Les structures qui en ont bénéficié sont principalement des petites associations comptant aujourd'hui un ou deux salariés. Il est demandé à ces derniers d'être particulièrement autonomes et polyvalents. "Aux pays des alternatives", si l'on veut soulever des montagnes, l'imagination est de mise, de même qu'une bonne dose de militantisme. Tout ça a créé une belle émulation.

Salarié-militant

Sauf que la difficulté à trouver des financements pour boucler les budgets, le peu d'administrateurs prêts à s'investir..., font que beaucoup de choses reposent sur les épaules des salariés. À cela s'ajoute aussi le statut particulier du salarié associatif qui dans le cas de figure présent peut-être considéré comme salarié-militant. Et le contexte l'amène parfois à oublier son statut de salarié à la faveur de celui de militant.

Il est même parfois encouragé à le faire, comme dans cette association où il a été demandé à un salarié de renoncer à sa prime de précarité (fin de CDD) pour faciliter la pérennité de la structure. Chose qu'il a refusée. Ou dans cette autre association, toute aussi porteuse d'alternatives, où il a fallu 6 mois de négociations avant que le conseil d'administration accepte de défrayer les déplacements de ses salariés au minimum du barème fiscal. Et il y en aurait d'autres à raconter. Certains décident d'eux-mêmes de ne pas se faire rembourser, par militantisme. Pas de problème, chacun est libre, mais libre de quoi et pour quoi ?

À y regarder de plus près, les contours du salariat associatif



peuvent sembler flous. Il associe le lien de subordination du salarié à ses employeurs, à l'isolement et à une partie de la précarité de l'entrepreneur indépendant. Sa position peut-être très inconfortable car la nécessaire autonomie qui lui est demandée, sa capacité à faire vivre le projet associatif et donc à s'en emparer, peuvent parfois s'opposer aux orientations décidées par le conseil d'administration. Se pose ici la question de la gouvernance et des rôles bien assumés et assurés par chacune des parties.

Tout ceci interroge aussi la question d'un meilleur équilibre dans un rapport de force qui, inconsciemment ou non, existe bel et bien. En effet, il faut tenir compte de l'environnement des salariés qui ont pour seuls interlocuteurs des administrateurs et bénévoles dont le niveau d'engagement, d'acceptation de difficultés et de pénibilité définissent souvent le mètre étalon pour l'ensemble de l'équipe, salarié compris. Pris dans cette ambiance, cette volonté militante de porter fort des valeurs, il est facile de s'oublier, d'oublier les quelques droits liés au salariat.

Peut-être cela a-t-il évolué ces toutes dernières années mais pendant longtemps les conditions de travail des salariés sont souvent passées en arrière plan, éclipsées par l'actualité des associations. Comme par exemple cette association à vocation sociale sur le plateau de Millevaches

qui n'accepte pas que la salariée cesse de travailler dans son bureau glacial seulement quand il devenait trop difficile d'utiliser les ordinateurs à cause du froid.

Mis à part cette anecdote caricaturale, un nombre non négligeable de conseils d'administrations répondront bien souvent à une demande d'amélioration des conditions de travail par un laconique : "Trouve nous le budget pour le faire".

Droits

Tous ces exemples, même si le dernier cité date de 7-8 ans, laissent à penser qu'il serait bon que les salariés des associations prennent conscience que leurs conditions de travail peuvent évoluer vers un mieux, qu'ils peuvent demander leurs droits, voire plus de droits. Qu'ils prennent conscience qu'ils ne sont pas un ou deux mais bien des dizaines sur un même territoire. Si les associations peuvent bénéficier des conseils du dispositif local d'accompagnement pour les aider dans leur rôle d'employeur, les salariés n'ont personne vers qui se tourner. En effet, les syndicats les méconnaissent et sont bien en peine pour les aider.

C'est pourquoi, même si sa création est encore récente et son rayonnement modeste, l'existence d'ASSO, petit syndicat entièrement dédié au salariat associatif, est une bonne nouvelle.

Frédéric Thomas

ASSO : un syndicat dédié aux associations

Propos recueillis auprès de Denis Aguiton d'ASSO

Pouvez-vous nous présenter votre syndicat ?

Il a été créé début 2010 par des salariés associatifs qui voyaient un décalage entre les valeurs de transformation sociale portées par leur employeur et leur quotidien. ASSO compte autour de 200 adhérents et est spécifiquement dédié au secteur associatif qui a la caractéristique d'être très peu syndiqué. Cela tient à une forte rotation dans les effectifs liée à la précarité des postes. C'est aussi dû au fait que nombre de salariés associatifs vivent leur militantisme par leur travail. Critiquer leurs conditions de travail revient à

remettre en cause l'association et avec elle une partie de ses valeurs et donc leur propre engagement.

Quels arguments pourriez-vous leur donner pour les convaincre ?

L'engagement des salariés dans leur structure est souvent fort car ils sont convaincus et contents de faire œuvre de transformation sociale. Il leur est demandé de se dévouer à la cause et ils l'intègrent très bien car leurs employeurs sont des militants, parfois très impliqués, avec qui ils ont souvent de bons rapports. Mais nous constatons de nombreux cas de burn out et de démission car cet engagement conduit des salariés à l'épuisement et leurs employeurs leur demandent rarement de lever le

piéd. À la fin, ils se retrouvent seuls. Le fait de se syndiquer est un moyen pour les adhérents d'être soutenus, mais avant ça, c'est aussi se donner les moyens de prendre du recul sur ses conditions de travail.

Que peut leur apporter ASSO dans leur quotidien ?

Nous avons un partenariat avec un cabinet d'avocats pour assurer un accompagnement juridique des personnes en souffrance dans leur association. Les adhérents ont accès à une liste de discussion où ils peuvent échanger avec d'autres salariés syndiqués à ASSO et ainsi échanger sur leur expérience, s'entraider...

Résidences secondaires : cris et chuchotements

Il y a quelques mois un lecteur nous a adressé un article sous forme de cri d'alarme. Damien Rotureau voulait ainsi attirer notre attention sur ce que représente le phénomène des résidences secondaires sur le Plateau et ses effets négatifs, ici, mais surtout dans le cadre d'une vision plus globale de la société. L'occasion pour l'équipe d'IPNS d'essayer de mieux cerner ce que représentent réellement les résidences secondaires sur le terrain. Nous avons interrogé des personnes variées, écouté les bruits qui se chuchotent (en particulier sur le vote des résidents secondaires) et tenté de rassembler un ensemble d'informations qui peut éclairer la situation. C'est le dossier que nous vous proposons ici.

Résidences secondaires : que fait-on ?

Avec trois millions de « logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances », la France est championne internationale de la résidence secondaire. Alors que les discours sur les difficultés de « pouvoir d'achat » n'ont jamais été aussi présents, le nombre des logements de vacances a pourtant augmenté de 1,3 million depuis 1975... Dans le même temps, et ce plusieurs fois par an, des articles et des reportages ne cessent d'alerter sur le mal logement.

Le rapport 2015 de la Fondation Abbé Pierre indique que 3,8 millions de personnes sont mal logées, dont 900 000 sont privées de logement personnel. Comme la plupart du temps, dès qu'on parle de mal logement, c'est "la construction de 500 000 logements par an" (promesse non tenue de François Hollande) qui est invoquée. Comme s'il ne pouvait pas y avoir d'autres pistes, notamment en s'interrogeant sur l'utilisation des logements et des bâtiments peu ou pas utilisés... Mais non ! Tandis que les inquiétudes grandissent sur le danger que représente le manque de terres agricoles, on préconise de recouvrir encore plus le sol avec de nouveaux bâtiments. Belle fuite en avant digne de notre système ! La valeur "égalité" accolée à "République française" a-t-elle seulement existé un jour ? D'un côté, ceux qui ont les moyens d'être propriétaires de un, deux logements (voire plus). De l'autre, ceux qui ne le seront jamais.

D'un côté, ceux qui ont les moyens d'être propriétaires de deux logements (voire plus). De l'autre, ceux qui ne le seront jamais.

Comme si la définition de l'égalité était : chacun fait ce qu'il veut, dès lors qu'il en a les moyens. En fait, nous sommes assez proches de la définition du libéralisme. La conscience collective, le souci d'autrui se résument au mieux à louer sa résidence secondaire les mois où elle est inoccupée... ce qui est bien sûr très pratique pour le locataire qui doit quitter son logement en juin et ne peut aucunement se projeter. Et qui remet encore de l'argent dans la poche de celui qui en a déjà... Ce qui colle assez bien, finalement, avec le capitalisme !

Effets collatéraux

Dans une perspective collective du monde, comme devrait à priori l'être toute personne pensant ses valeurs comme "plutôt de gauche" (et je dirais même, comme devrait l'être toute personne !), le souci de l'impact de ses propres actions ne doit-il pas être en permanence réfléchi ? Chaque action, tel qu'un achat, engendre automatiquement un impact plus ou moins important sur une partie du monde. Il est absolument illusoire de prétendre qu'un acte de consommation ne concerne que le consommateur lui-même. Ainsi, l'achat ou la conservation d'une maison de vacances, "maison de famille" ou autre, ne devrait-il pas être pensé en rapport avec ses effets collatéraux ? L'augmentation du prix du foncier, le blocage ou la limitation

d'une réinstallation de l'économie locale et durable dans nos campagnes limousines ne sont-ils pas des effets logiquement induits par ce type de pratique ? Il semble que le sujet soit tabou. À creuser un peu, on se rend compte qu'en touchant au sujet des résidences secondaires, on ne peut éviter la question de la répartition des richesses, qui semble elle-même de plus en plus inégale, en France (et dans le monde encore plus). On en arrive donc de fait à : pourquoi certains ont-ils plus que d'autres ? Ou, pire, mais tristement vrai : pourquoi certains ont-ils trop quand d'autres

n'ont pas assez ? Et la réponse fréquente de la personne de 60-70 ans ("Ils ont travaillé dur, ils l'ont mérité") est bien vite à évacuer, car il est évident que la question n'est pas là (il est question ici d'interroger une pratique, plus que des individus en eux-mêmes. Si beaucoup de résidents secondaires peuvent

être très aimables, cela n'empêche pas de critiquer l'acte en soi).

Autolimiter son patrimoine

Toucher, en d'autres termes s'attaquer aux résidences secondaires, c'est s'en prendre directement aux inégalités qui régissent le monde, c'est s'en prendre à l'injustice, c'est s'en prendre à la misère que l'on ignore qui côtoie les palaces et le luxe. Toucher à cela, c'est toucher à la tranquillité matérielle d'une partie de la population qui, souvent, refuse de regarder la réalité de celle qui a eu moins de chance qu'elle. Parler de tout ça, c'est imaginer, peut-être, que certains pourraient auto-limiter leur consommation et leur patrimoine pour

permettre à d'autres d'avoir une vie plus décente. L'utopie totale, quoi...

Damien Rotureau



Résidence secondaire et logement occasionnel : les définitions de l'Insee

Une résidence secondaire est un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Un logement occasionnel est un logement ou une pièce indépendante utilisée occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille).

La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

Plus de résidences secondaires et de logements vacants en Limousin

	Corrèze	Creuse	Haute-Vienne	Limousin	France métropolitaine
Nombre de logements en 2009	147 509	85 706	208 629	441 844	32 173 904
dont résidences principales (en %)	75	67	84	78	83
dont résidences secondaires et occasionnelles (en %)	15	21	8	13	10
dont logements vacants (en %)	10	12	8	9	7
Évolution du nombre total de logements entre 1990 et 2009, en %	+ 18	+ 9	+ 18	+ 16	+ 23

Nombre, structure et évolution du parc de logements

Source : Insee, recensements de la population 1990 et 2009

Résidences secondaires : un état des lieux

Sur le plateau, les résidents secondaires seraient environ 20 000. Une maison sur deux ! Un phénomène qui n'a donc rien de marginal. À l'écoute d'habitants et de divers professionnels, voilà ce qu'on peut en savoir aujourd'hui.

Il suffit de vivre ou se promener dans nos bourgs, nos villages ou hameaux, pour observer les volets clos - le plus souvent, voire toujours. Des résidents secondaires, nous en connaissons tous : des voisins, des bien connus ou pas du tout, des "fantômes" même. Faire un rapide tour de la question ou un état des lieux est une tâche difficile, tant les aspects du phénomène sont nombreux. Il y a tant de types différents de résidences et de résidents !

Qui sont les résidents secondaires ?

Pas de portrait type

Pour simplifier, on peut évoquer trois grandes catégories.

- Ceux qui ont encore, ou gardent un lien familial, donc affectif avec la région : on occupe, plus ou moins fréquemment, la maison des parents ou des grands-parents. Ce lien se distend peu à peu, jusqu'en général la vente après deux générations. On peut estimer cette catégorie à une bonne moitié. Parmi eux, nombreux ont acquis un autre bien que celui de famille, conservé par un frère ou une sœur.

- Ceux qui sont tombés amoureux du coin et ont voulu y acquérir un pied-à-terre. Ils viennent en général de loin, et même de fort loin (l'Australie par exemple). La clientèle anglo-saxonne représente ainsi de 40 à 70 % des ventes. Et depuis le Brexit your majesty ? Il y a une relance, mais il est un peu tôt pour en mesurer les conséquences.

- Enfin, ceux qui veulent simplement faire un placement en vue de la location. Combien ? Chiffrer plus précisément est impossible. C'est très variable selon les communes et les périodes. Une étude des subventions de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) nous aiderait.

Le prix, un facteur déterminant

Notre région est "la moins chère de France". Pour simplifier : un tiers des prix de la banlieue parisienne. Le rapport qualité-prix est encore bonifié par la tranquillité, la nature verte, l'eau et les loisirs. Les locataires d'une maison secondaire à l'année représentent un pourcentage marginal. Par contre, c'est remarquable aux yeux des professionnels, de nombreux résidents sont locataires de leur domicile, la maison secondaire constituant leur seul bien. Le côté affectif est là aussi évident : on s'intéresse souvent de plus près aux travaux, on choisit particulièrement son logement, un peu comme une voiture de collection. Une majorité de résidents secondaires travaille encore, et la tranche des 45-50 ans domine. Ils viennent en vacances ou les week-ends. Pour 80 % de ces derniers, c'est un "aller-retour". Quand les contraintes familiales changent (retraite, arrivée de petits-enfants, problèmes de santé...) la majorité vend ou revend.

Sur le plateau de Millevaches, la moitié des logements a un usage d'agrément

Combien ? 50 % des logements en Montagne limousine

Les données de l'Insee nous offrent un constat a priori étonnant : une habitation limousine sur cinq a un usage d'agrément. Plus encore : sur le plateau de Millevaches, la moitié des logements sont dans ce cas. Les spécialistes doutent cependant de la pertinence de ces chiffres, qui reposent pourtant sur les statistiques du recensement. Toujours selon l'Insee, le nombre de résidences secondaires en Limousin a doublé de 1968 à 1999. Et leur nombre continue à progresser. On parle alors de "surreprésentation" de ces logements. Nous sommes situés en plein dans cette zone de

"surreprésentation". Voici ci-dessous une carte significative. Notre plateau s'y dessine très nettement, au centre de l'espace régional.

En gris, figurent les communes où le pourcentage est supérieur à 25 % de résidences secondaires sur l'ensemble des logements (les données datent de 2009). L'espace concerné s'étend sur une grande partie de la Creuse, et l'Est corrézien. Ce n'est donc pas une situation spécifique au Plateau. Pourtant ce dernier a un taux de résidences secondaires homogène, à l'exception des secteurs d'Aubusson, d'Ussel-Meymac et d'Eymoutiers. Mais sommes-nous là encore sur le plateau de Millevaches ? Autre débat...

Enfin, en noir, on voit les communes qui cumulent un pourcentage élevé de logements vacants, c'est-à-dire jamais occupés. Pour l'ensemble de l'espace limousin, il serait de 9 %. Il s'agit du taux le plus élevé du pays. Ce point soulève évidemment bien des questions.

Une économie singulière ? Un marché très fluctuant

Les professionnels soulignent ce caractère. Si on observe l'immobilier au niveau le plus bas, le marché des résidences secondaires représente au moins 40 % de l'activité des agences. Mais au plus haut, il peut aller jusqu'à 80 %. Sans oublier qu'il existe aussi des transactions de particulier à particulier et les sites de petites annonces. Aspects difficilement quantifiables, sauf à percer les secrets notariaux. Il y eut bien une sorte de "ruée" au début des années 2000, alimentée par un "repli" des Britanniques vers des zones aux prix plus attractifs que la Dordogne ou la Charente. Il est facile de constater que, pour beaucoup d'entre eux, la résidence secondaire est devenue permanente.

Quant à l'artisanat, il est à l'évidence très dépendant de ce marché. Selon les branches, une fourchette de 40 à 60 % de l'activité semble raisonnable. Les artisans se disent satisfaits des relations avec le client, beaucoup moins exigeant que le client local, notamment au niveau des délais. Autre point remarquable : les Anglo-saxons achètent souvent ce qui est en mauvais état, mais rénovent eux-mêmes. On peut s'interroger sur l'influence de ce marché sur le bâti lui-même : choix des matériaux, esthétique, aménagement intérieur, confort... Rien qui distingue notablement de la clientèle locale, sinon peut-être l'accès internet (la première question posée !). Les constructions neuves semblent aujourd'hui très... secondaires, dans l'activité.

Les résidents secondaires n'auraient-ils pas de demandes spécifiques ? On peut remarquer - mais cela ne les distingue sans doute pas sur le Plateau - qu'une majorité est préoccupée par les questions environnementales et la recherche d'une certaine pureté et

qualité de vie. Ainsi, la piscine ouverte d'Eymoutiers serait peu fréquentée par les vacanciers, qui préfèrent l'eau des lacs.

Une ambiance crispée ?

Ça en a tout l'air

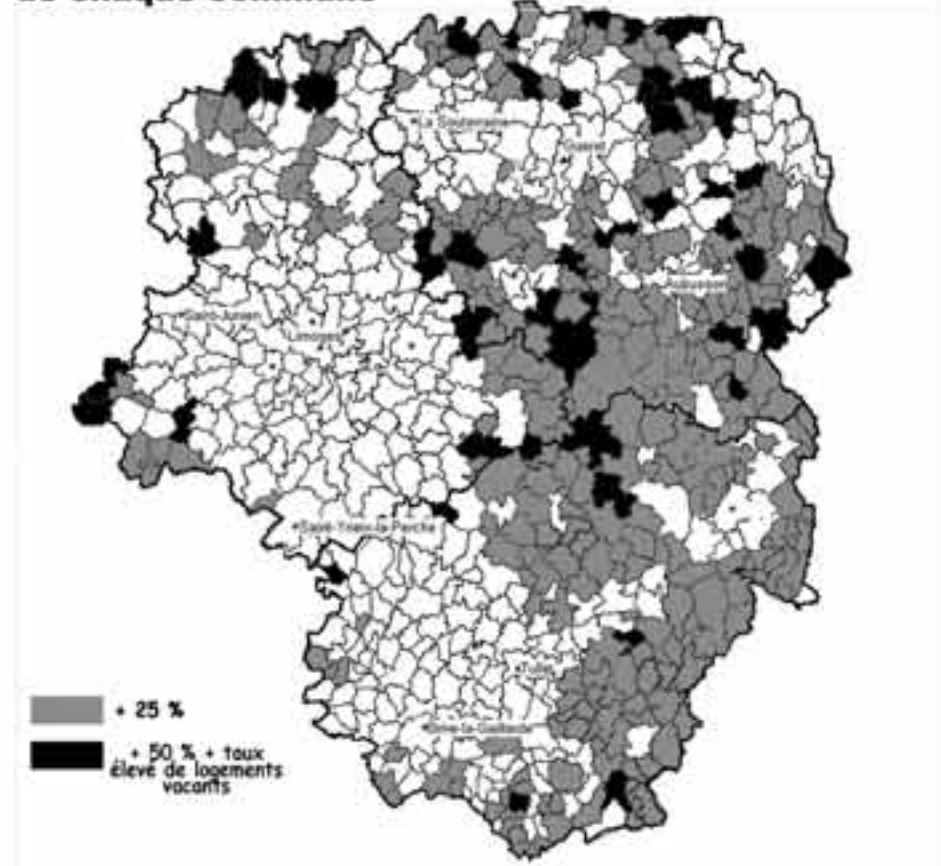
Il y a quatre ans, les Suisses étaient appelés à une "votation" suite à une "initiative populaire" (dite initiative Franz Weber) intitulée : Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires (voir encadré). Le projet fut approuvé ! La Suisse a des traditions démocratiques originales. On ne peut s'empêcher de s'interroger sur ce que donnerait un tel référendum chez nous. Beaucoup de domiciliés - c'est comme ça qu'on appelait les Canadiens français (mais pas les indiens) - ont la même réaction de rejet des secondaires : niveau de vie supérieur, habitudes de consommation. Ce phénomène est récurrent dans les conversations, et participe du climat de suspicion envers les "étrangers", le mot n'est pas trop fort et s'entend souvent. On leur reproche surtout une influence à la hausse sur les prix immobiliers. Phénomène bien réel mais en partie fantasmé. Plus largement, il s'agit sans doute d'un "fond limousin", qui court à travers l'histoire : peur de l'autre, de la différence, de ne plus maîtriser son destin. Le (malheureusement) fameux : "Laissez-nous mourir en paix" tagué à Gentioux en 2014 - même s'il visait les "néos" - peut sans doute s'appliquer ici. Le fait que les résidents secondaires participeraient peu à la vie locale est à étudier de plus près. Pourtant, ils manifestent souvent un certain attrait pour un milieu rural figé, qui n'existe sans doute plus, un certain folklore en quelque sorte.

Article rédigé grâce à l'aimable collaboration de Sophie Bertrand (architecte), Didier Auclair (agent immobilier), Sébastien Pichou (artisan), Fabrice Deveau (diagnostiqueur énergie) et Thierry Barlet (résident secondaire).

Les Suisses contre trop de résidences secondaires

Le 11 mars 2012, la population suisse et la majorité des cantons ont accepté une initiative lancée par l'écologiste Franz Weber qui stipule l'interdiction de la construction de nouvelles résidences secondaires dans les communes dont le seuil de 20% de résidences secondaires est dépassé. L'acceptation de cette initiative a été une surprise. Elle a eu le soutien politique des partis de gauche et des Verts. Tout en la dépassant, elle s'inscrit d'abord dans l'opposition entre écologie et économie. Ce vote comporte aussi une part de jalousie envers les possédants, notamment dans sa composante anti-étrangère.

Part des résidences secondaires parmi les résidences de chaque commune



Résidences secondaires et politique

Chaque commune, chaque (ex) canton a sa spécificité politique. À y regarder de plus près – IPNS le fait souvent (1) – cela tient principalement à l'histoire locale et à la sociologie du coin. J'ai voulu m'interroger sur le poids éventuel des résidents secondaires dans l'orientation politique. Avec au départ un a priori : les résidents secondaires votent plus à droite que la moyenne. Une hypothèse que j'ai dû abandonner.

Non résidents et votants

Il n'existe pas de sondage sur le sujet, localement du moins, et ça tombe bien, je n'aime pas ça (IPNS Individu Persuadé Nocivité Sondages). Alors, quel biais ? Les cartes 1 et 2 sont très parlantes ; en voici une (carte 1). Le critère choisi est la part des non-résidents sur les listes électorales. Cela saute aux yeux : dans de nombreuses communes du Plateau, le nombre d'inscrits est supérieur au nombre d'habitants. Quand je dis habitants, je pense majeurs bien sûr. L'Insee garde ses statistiques communales précieusement. Courir après, c'est secondaire. En Creuse et en Corrèze, le pourcentage de moins de 18 ans recensés est de 17 % (en France 24 %). Je pensais qu'il était encore inférieur sur le Plateau.

Pour près de la moitié des communes du Plateau il y a 10 % d'électeurs de plus que d'habitants

Des témoins crédibles me disent que non, ce serait l'inverse. Mais finalement, 15, 17 ou 20 %, cela ne change guère le regard et les interprétations. Pour près de la moitié des communes du Plateau – au sens (très) large – il y a 10 % d'électeurs en plus : 51 sur 112. Et pour 23 communes, ce pourcentage dépasse 20 %. C'est-à-dire 120 inscrits pour 100 résidents majeurs. Mais ces citoyens-là votent-ils ? Cela dépend évidemment du scrutin. Je postule que oui, sinon pourquoi s'inscrire là ? Ils pèsent donc, à l'évidence.

Le vote FN

Si l'on compare cette carte aux résultats du plus récent scrutin (élections régionales de 2015, carte 2), on constatera, ce qui est une constante depuis longtemps, que plus on va vers l'Est, plus le vote à gauche diminue. Toutefois, on voit aussi que l'importance du vote "résidents secondaires" suit l'évolution contraire. Pour préciser, j'ai choisi... au hasard – si, si ! : le vote Front national. Non, en fait, pas par hasard. Mais parce qu'il s'agit d'un phénomène récent, qui bouleverse passablement notre paysage politique. C'est "révolutionnaire" en quelque sorte !

En reprenant l'ensemble de l'espace Plateau, on observe que dans 23 communes, le vote FN reste inférieur à 15 % des suffrages exprimés (Veix et Augne : 4 %, Pradines : 5 %, Saint-Martin-Château : 7 %). Par contre, dans 50 communes il est supérieur à 20 % (Malleret : 41 %, Courteix : 39 %, Saint Rémy : 31 %). Communes trop petites pour être significatives pensez-vous ? Voyons plus grand : à Gentioux le FN fait 11,6 %, à Eymoutiers 14 %, à Peyreleval : 15 %, à Felletin : 19 %, à Chamberet et à La Courtine : 24 %, à Merlines : 25 %. Les trois (ex) cantons où le vote FN est le plus fort sont aussi ceux qui ont le taux de résidents secondaires le plus élevé : Crocq, La Courtine et Eygurande.

Une conclusion impossible

Comparons donc ces fameux deux taux (vote FN et fort pourcentage de résidents secondaires) : 16 communes ont les deux supérieurs à 20 % : là, mon a priori se vérifie. Par contre, 13 communes ont un taux de résidents secondaires élevé (plus de 15 %), mais un vote FN assez bas (< 15 %) : mon option est démentie. Alors ? Match nul ? Voyons cela de plus près avec deux endroits très proches, sur le secteur de Vassivière : Saint-Martin-Château : R 2 (résultats du second tour) = + 16 %, FN = 7 %. Saint-Pardoux-Morterolles : R 2 = + 22 %, FN = 21 %. Les choses sont donc plus compliquées qu'elles en ont l'air. Chacun voudra donc bien regarder sa lorgnette comme il veut. Je vous laisse réfléchir à... chez vous (2). Plus qu'une conclusion impossible, voici deux réflexions glanées pour cet article : « Ici, ce sont les jeunes désœuvrés, et les pauvres, les ruraux se sentant abandonnés, qui votent FN. Par rejet, des gens d'ailleurs, des « étrangers », parmi lesquels les

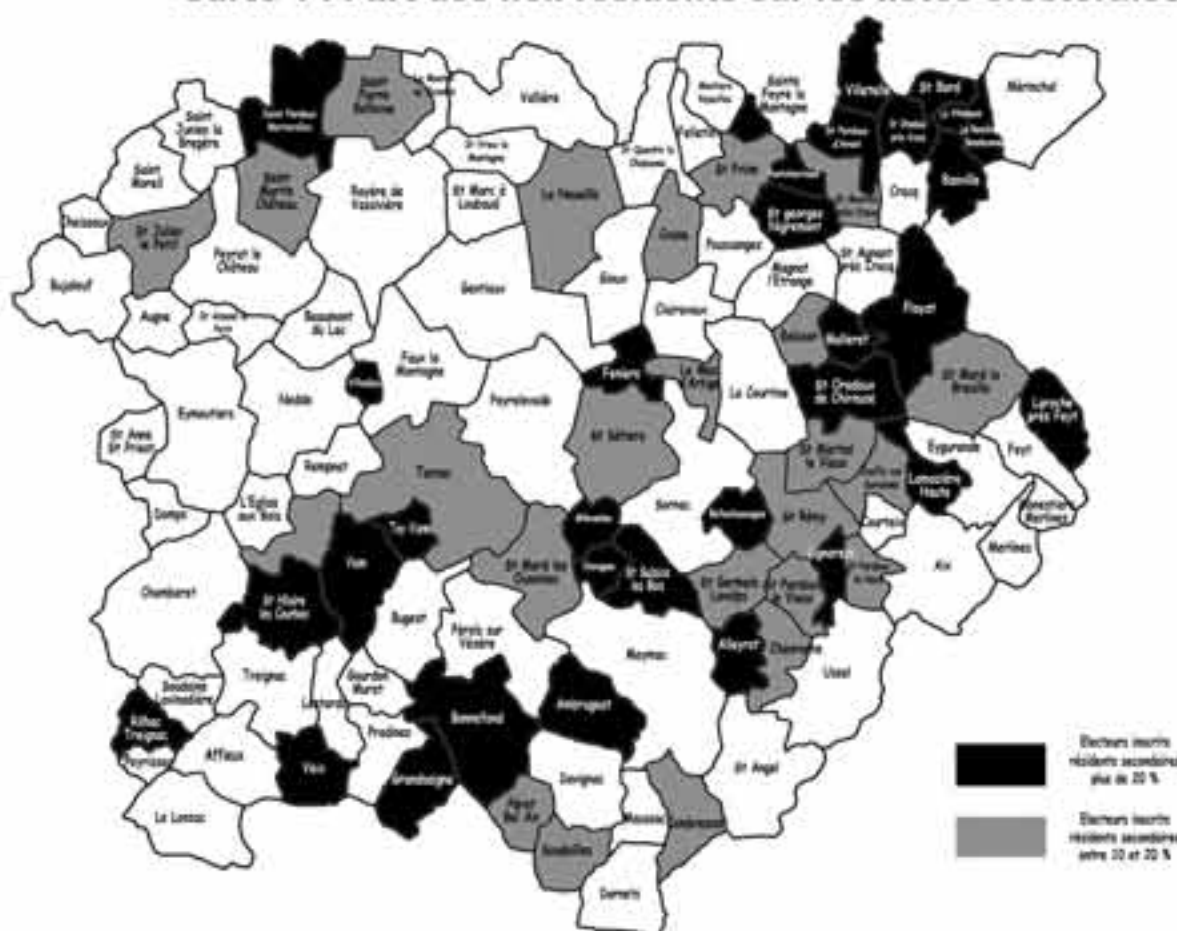
résidents secondaires ». « Là, les gens d'ici votent à gauche. Ce sont les citoyens, les petits bourgeois et les riches qui votent FN. » Allez-y comprendre quelque chose !

Michel Patinaud

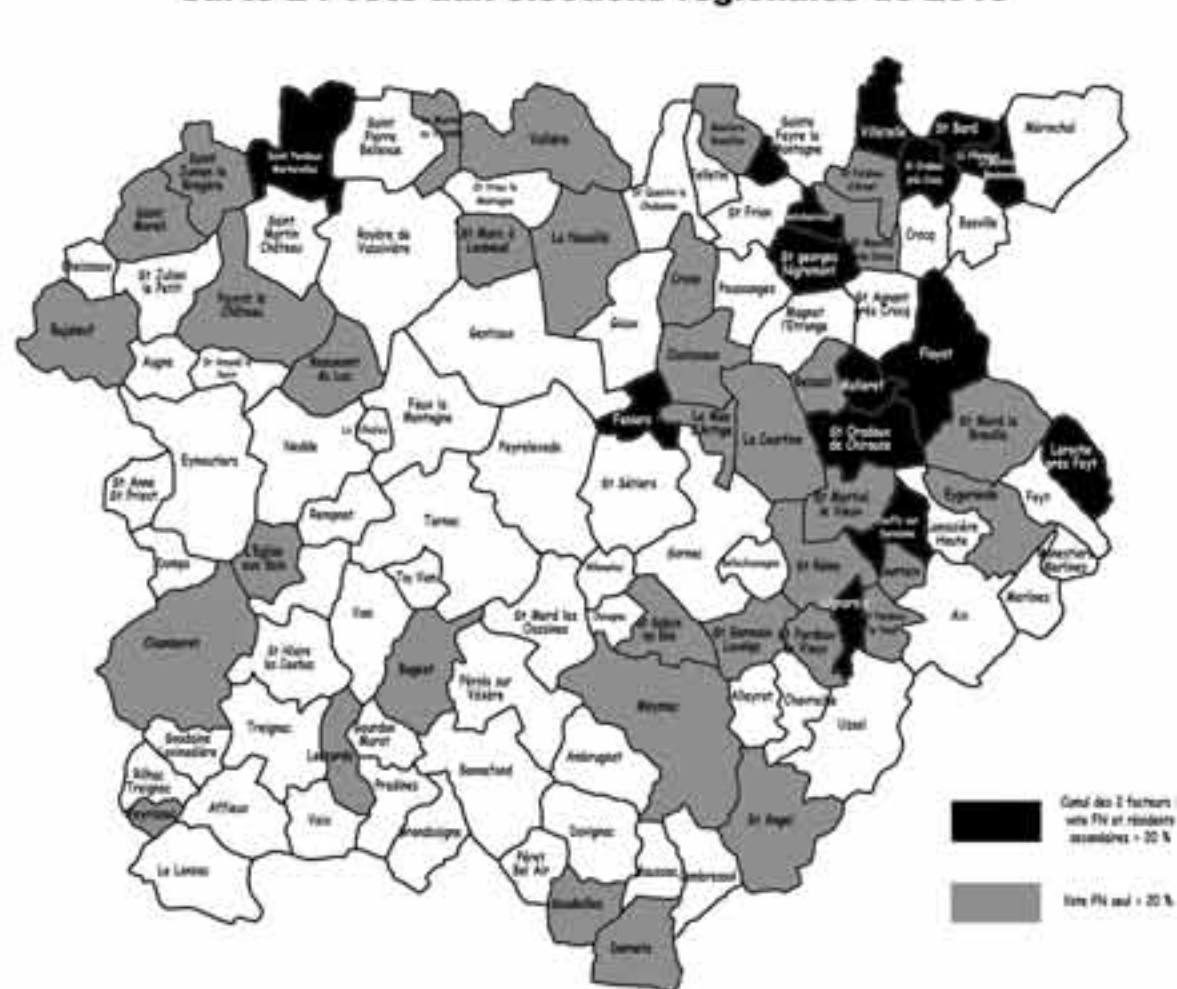
(1) Voir IPNS n° 39 (juin 2012) : « Les élections présidentielles : ce qu'elles nous apprennent de la nouvelle géopolitique du plateau » (C. Vaillant / J.-F. Pressicaud).
(2) "Nothing but the all wild world for us" chante Jakob Dylan, le fils de Bob.



Carte 1 : Part des non-résidents sur les listes électorales



Carte 2 : Vote aux élections régionales de 2015



“Vivre sur le Plateau” une association aux origines de la première intercommunalité du Plateau

Il y a quelques mois l'association Vivre sur le Plateau décidait de sa dissolution. Une histoire qui avait commencé il y a une trentaine d'années mais qui, finalement, se poursuit sous d'autres formes.

Nous ne doutons pas que pour beaucoup de nos lecteurs le nom de cette association ne dit plus grand chose. Pourtant jusqu'à la disparition de la communauté de communes du Plateau de Gentioux, en décembre 2013, les habitants des communes de Faux-la-Montagne, Peyrelevade, Gentioux-Pigerolles, Saint-Marc-à-Loubaud, La Villegie, La Nouaille et Saint-Yrieix-la-Montagne, recevaient dans leurs boîtes aux lettres un bulletin mensuel qui portait ce nom et dont le dernier (avril 2015) porte le n°318. C'était l'ultime rejeton d'une association qui avait été lancée trente ans auparavant.

Charte intercommunale

Nous sommes au milieu des années 1980. Quelques élus volontaristes, les maires de Faux-la-Montagne, Gentioux-Pigerolles et Peyrelevade, François Chatoux, Pierre Desrozier et Bernard Coutaud, ont conscience de deux choses. D'une part que l'avenir de leurs communes passe forcément par une solidarité intercommunale. D'autre part que cette démarche de développement local ne peut se réaliser qu'en lien avec les habitants. Ils vont être les premiers en Limousin à créer une structure intercommunale en zone rurale : le syndicat intercommunal à vocation multiple (Sivom) du Plateau de Gentioux, ancêtre de la future communauté de communes du même nom qui lui succédera en 1992. Mais, pour le moment, rien de tel. Il faut monter ce que nous appellerions aujourd'hui « un projet de territoire » et ce qui s'appelait alors une « charte intercommunale ». Pour cela les maires organisent des réunions publiques – des assemblées d'habitants avant la lettre – pour connaître les besoins et les priorités de la population. Et comme ils veulent commencer à faire des choses ensemble, ils créent une association qui, à leurs yeux, préfigure leur future intercommunalité. Ils en sont membres, mais l'association est largement ouverte. Y adhèrent des agriculteurs installés dans le secteur une vingtaine ou une dizaine d'années plus tôt, des jeunes nouveaux arrivés, des associatifs, des habitants actifs et engagés, les prêtres ouvriers de Gentioux et de Peyrelevade (Henri du Puytison et Charles Rousseau), bref tout le petit monde qui se démène pour développer la vie sur le coin. Cette association se donne pour nom Vivre sur le Plateau.

Couteau suisse du développement local

Pendant plusieurs années, l'association se mobilise sur différentes actions : édition d'un bulletin local d'abord diffusé sur quatre communes (celui qui ira jusqu'au n°318), établissement d'un répertoire des logements disponibles sur le territoire (le manque de logements face à la demande des nouveaux arrivants se faisant déjà sentir), soutien à des associations locales s'occupant de la jeunesse et de l'enfance (c'est dans ce contexte que naît l'association Tom Pousse dont la crèche de Faux-la-Montagne est aujourd'hui l'héritière), etc. Bref, Vivre sur le Plateau est conçu comme un outil multiple, une sorte de couteau suisse du développement local. C'est ainsi que, lorsqu'en 1986 naît Télé Millevalles, la télévision, plutôt que de créer une nouvelle entité juridique, décide de s'affilier à Vivre sur le Plateau et de tester son activité sous ce chapeau (au bout de deux ans elle s'en émancipera en se dotant de sa propre structure juridique). Vivre sur le Plateau sert aussi à mobiliser des fonds publics ou à mener les études de préfiguration de la future intercommunalité. Elle est également repérée comme une porte d'entrée sur le territoire pour les nouveaux habitants qui y arrivent, jouant un peu le rôle d'un bureau d'accueil bénéficiant à la fois d'une reconnaissance institutionnelle (les maires sont membres de son bureau pour la plupart) tout en restant une structure ouverte, souple et pas du tout enkystée dans des fonctionnements bureaucratiques.



En veilleuse

Lorsque se crée le Sivom, puis en 1992 la com com du Plateau de Gentioux, la pertinence de l'association est moindre. D'un côté des initiatives nées en son sein volent désormais de leurs propres ailes (Tom Pousse, Télé Millevalles), d'un autre les structures intercommunales jouent pleinement leur rôle sur d'autres aspects qui étaient temporairement portés par l'association. Pourtant, elle continuera à exister, les élus trouvant plus pratique de lui confier la publication permanente du bulletin fédérateur qui a fait ses preuves et répond à un véritable besoin d'information et d'échanges entre les habitants : les associations y annoncent leurs manifestations, les habitants y font passer leurs petites annonces, la com com communique par ce biais et en fait un outil de transparence démocratique en y publiant ses comptes-rendus de séance, etc. C'est ainsi que Vivre sur le Plateau, réduite à son bulletin, survivra sous le chapeau de la collectivité jusqu'à la fusion avec la com com d'Aubusson Felletin et la création en 2014 de Creuse Grand Sud. Aujourd'hui, le bandeau du bulletin de cette dernière entité, en changeant de titre (VSP devenant VSC), reste le dernier vestige d'une histoire trentenaire.



Dissolution

Depuis, quel sens pouvait avoir la conservation d'une association désormais en sommeil ? Une douzaine d'anciens administrateurs s'est donc réunie pour une assemblée générale de dissolution. Observant la vitalité actuelle du territoire et les nombreuses initiatives qui s'y développent, ils ont adopté l'adage coopératif selon lequel « l'important n'est pas de durer, mais de naître ». Pour le manifester ils ont voté la dévolution du modeste reliquat financier à deux associations : Télé Millevalles qui avait vu le jour sous les auspices de l'association et la Fête de la Montagne limousine qui incarne parfaitement aujourd'hui la philosophie qui était celle de Vivre sur le Plateau à sa naissance. Un symbole de continuité qui prouve que la veine militante et associative du Plateau est profonde et reliée, à travers les années et les personnes, à une histoire, une volonté et une énergie toujours en mouvement.

Michel Lulek

Industrie et écologie

Des eucalyptus en Nouvelle Aquitaine ?

La Direction régionale des affaires agricoles et forestières (DRAAF) de la Nouvelle Aquitaine a lancé cette année un appel à candidature pour inciter les propriétaires forestiers à replanter de l'eucalyptus.

“Nouvelles formes de sylviculture”

L'argumentaire est le suivant : “Dans le contexte de reconstitution du massif landais après les tempêtes de 1999 et 2009, où plus de 200 000 hectares doivent être reboisés, et de réflexion sur l'introduction de nouvelles essences et de nouvelles formes de sylviculture, en prenant en compte l'évolution de la demande de l'industrie locale, l'utilisation de l'eucalyptus pour le reboisement de petites surfaces peut permettre la mise en place d'un programme expérimental de pré-développement. Il sera fait à la suite de cette phase un bilan avec les acteurs du massif Landais. Compte-tenu de son adaptation et de sa forte croissance juvénile, l'eucalyptus constitue une essence pouvant répondre à ces enjeux. Un programme de pré-développement permettrait de mieux cerner les conditions d'utilisation des 2 clones “gundal” hybride gunnii x dairympleana FCBA-208 et FCBA-645, admis provisoirement en catégorie testée depuis le 16/11/2012, et pour une durée de 10 ans.”



Merci les gelées !

Pour les membres du RAF, Réseau des alternatives forestières, l'introduction de l'eucalyptus dans la nouvelle région relève de l'absurdité. “Consternant !” réagit Gaëtan du Bus, ingénieur forestier installé dans l'Aude et membre actif du RAF : “Nous avons subi les mêmes inepties en Midi-Pyrénées, mais heureusement de grosses gelées avaient calmé l'engouement pour l'eucalyptus.” Pour la DRAAF, par contre, l'essence a tous les avantages : “Cette démarche permet la diversification des essences et des itinéraires sylvicoles utilisés jusque là par les propriétaires et opérateurs assurant des rentrées de trésorerie mieux étalées dans le temps et la contractualisation avec un industriel assurant à la fois la sécurité vis-à-vis des débouchés pour les sylviculteurs et la sécurité d'approvisionnement en ressource ligneuse pour l'industriel (aussi bien en bois d'industrie qu'en bois énergie).” Bref une alliance réussie entre industrie et écologie ! On a la même démarche avec le “Fonds Carbone” qui classe haut les projets de remplacement de “taillis feuillus” par des plantations résineuses, sous prétexte que ces dernières fixent plus de carbone ! C'est ce qu'on appelle du développement durable...

La Cardère, pour mieux connaître la nature qui est à notre porte

Une nouvelle revue naturaliste en Creuse ! Elle s'appelle *La Cardère* et a fait son apparition il y a quelques mois. Nous avons demandé à ses promoteurs, Carmen Munoz et Vincent Primault, de nous la présenter. Quant à IPNS, il vous en recommande chaudement la lecture !

Comment est née cette nouvelle revue ?

Installée à Peyrat-la-Nonière (Nord-Est du département de la Creuse), l'association Carduelis est née d'une rencontre à la fin de l'année 2010, celle de ses deux créateurs. Naturaliste de formation pour l'un, assistante caméra pour l'autre, notre passion commune pour la nature, son observation et sa protection, alliée à notre goût pour les images nous ont conduit naturellement vers la réalisation de films animaliers. Nous en avons réalisé trois entre 2011 et 2015. L'un d'eux a été présenté au festival international du film ornithologique de Ménigoute, dans le département des Deux-Sèvres. La revue *La Cardère* poursuit cette quête de vouloir sensibiliser le plus grand nombre à la découverte de la nature, et pour commencer celle qui nous entoure car elle est souvent la plus méconnue... Il s'agissait pour nous d'un réel pari : inviter à découvrir des animaux qui sont proches de nous à travers une revue, à l'ère du numérique et d'internet, ne nous semblait pas être évident. À ce jour, la proposition a, semble-t-il, trouvé un public, curieux et sensible à la nature dans laquelle il vit. Nous pensions éditer 100 numéros pour commencer, le n°1 a été édité à 530 exemplaires à ce jour et le n°2 poursuit le même chemin.

Comment est organisé un numéro ?

La Cardère propose de découvrir principalement la faune, ainsi que la flore du département sous la forme de monographies, c'est le cas des 2 premiers numéros. Le premier sujet abordé a été la buse variable, sans doute parce que nous sommes tous deux attirés par les oiseaux mais aussi parce que la buse est l'un des oiseaux incontournables du département. Le deuxième numéro part à la découverte du lézard des murailles, petit reptile si proche de nous que l'on aurait tendance à l'oublier ! Chaque numéro s'articule autour de plusieurs articles : découverte générale de l'espèce, description de sa vie, son comportement, ses particularités, sa famille aussi (n°1 : un rapace, n°2 : un reptile), différentes espèces observables dans le département, reportage photographique. Nous réalisons chaque fois un entretien avec une personnalité engagée dans la sauvegarde de l'espèce, nous présentons les associations locales (n°1 : la SE-POL, n°2 : le GMHL), nous proposons des dossiers spéciaux (carnets de terrain, l'animal dans la littérature...), des dessins, des poèmes... Mais rien n'est figé. Chaque numéro apporte de nou-

velles idées, et nous sommes d'ailleurs ouverts à la proposition d'articles et de dessins (c'est déjà le cas dans le deuxième numéro).

Une revue naturaliste spécifiquement creusoise a-t-elle un sens ?

Il est vrai que nous avons hésité entre l'intitulé "Revue naturaliste de Creuse" ou "Revue naturaliste du Limousin". La région était en passe de changer de nom, et n'étant pas certains de trouver notre public, nous avons préféré choisir la petite échelle. Il est vrai que la revue aurait toute sa place en Corrèze et en Haute-Vienne – de part les sujets abordés –, et il n'existe pas d'espèces endémiques en Creuse... Mais il y a des données, locales, sur la situation des espèces spécifiquement dans le département, et nous avons aussi des projets très locaux comme un numéro spécial sur la réserve naturelle de l'étang des Landes ou une balade botanique sur le bord de nos chemins creusois. Mais encore une fois, rien n'est figé. Si la revue fonctionne, et qu'elle trouve des personnes intéressées pour la proposer dans leur structure, peut-être l'étendrons-nous à l'échelle régionale (limousine). Ce serait une excellente nouvelle !

Quand on voit votre revue, on fait tout de suite la relation avec la vénérable Hulotte. Vous situez-vous dans la même tradition ?

La Hulotte est bien sûr "la référence" quand l'on parle de revue naturaliste. Nous y sommes abonnés depuis longtemps et la conseillons vivement à toutes celles et ceux qui ne la connaissent pas encore. Elle est évidemment celle qui nous a inspirée, tant par son fond, sa forme que par son histoire. Née à l'initiative d'un instituteur, Pierre Dèom, dans le département des Ardennes dans les années 1970, *La Hulotte* des Ardennes est devenue depuis

"Notre pari : inviter à découvrir des animaux qui sont proches de nous à travers une revue"

longtemps *La Hulotte*, "la revue la plus lue dans les terriers" ! C'est pour nous un grand compliment quand on nous dit que *La Cardère* fait penser à *La Hulotte*, même si dans le fond, nous présentons nos sujets différemment. Mais l'intention est bien la même, oeuvrer en faveur de la connaissance et de la protection de la nature.

Comment se procurer La Cardère ?

Il est possible de se procurer *La Cardère* de deux façons : soit dans les dépôts-vente (liste disponible sur notre site internet), soit par correspondance.



LA CARDERE

Revue Naturaliste de Creuse



La buse variable



Le lézard des murailles

Dans ce cas, il faut envoyer un chèque de 3,90 euros par numéro à l'ordre de l'association à l'adresse indiquée ci-dessous. L'abonnement n'existe pas pour le moment car nous ne pouvons pas établir de date de parution précise. Nous avons tous deux des activités professionnelles, une famille, nous préférons rester libres de choisir nos dates d'édition, un peu à la façon de *La Hulotte* !

Quand sortira le prochain numéro et quel sera son thème ?

Le prochain numéro abordera le thème du renard roux, un mammifère pour cette fois qui a encore grandement besoin de défenseurs ! Nous pensons que la chasse est une véritable aberration dans notre société, sans parler du poids politique qu'elle représente, et certaines espèces sont encore trop mal perçues et injustement maltraitées. Nous donnerons la parole

à une association que nous soutenons ardemment, l'ASPAS au travers de l'un de ses porte-paroles, Marc Giraud. Nous pensons également donner une large place au grand naturaliste et artiste qu'était Robert Hainard, qui a beaucoup observé, dessiné et sculpté ce magnifique animal. Le numéro sera disponible à l'automne, en octobre ou en novembre, bref, quand il sera prêt !

Contact : Association Carduelis
Le Fresse 23130 Peyrat-la-Nonière
Mail : carduelis@laposte.net
Site internet : <https://sites.google.com/site/associationcarduelis>

Un itinéraire libertaire et communiste

À 70 ans en 1944, Camille Fabre, Corrèzien né à Ussel, vient d'achever "le récit public de ma vie" raconté dans un manuscrit de quatre cent trente trois pages mystérieusement titré "roman d'un homme qui voulut vivre et comprendre la III^e République". 70 ans après cette écriture, en 2013, son arrière-petite-fille Nathalie-Noëlle Rimlinger trouve inopinément ce manuscrit alors qu'elle venait de publier le parcours du fondateur du journal *La Corrèze Républicaine* : "Henri Fabre et le combat anarchiste des Hommes du Jour (1908-1918)". Elle découvre ainsi le frère aîné d'Henri et son mentor dans l'anarchisme.

Par delà cette double surprise, l'ouvrage de Camille Fabre nous apporte un vibrant témoignage des rudes combats qu'il a menés pour faire prévaloir les valeurs de l'anarchisme libertaire et du communisme dans cette période de la III^e République.

Chômeur et chineur

Durant la première partie (1874-1914) il fait l'expérience du prix à payer dans une famille marquée par la pauvreté. À douze ans il est à l'école des frères à Beaulieu. Bon élève il est recruté pour le noviciat des frères. Au terme de six ans il se libère des contraintes de sa "prison religieuse". Il rejoint sa mère et son frère Henri à Paris. Il se place comme domestique et découvre le luxe de la richesse. Congédié il se retrouve chômeur avec Henri. Allant de ville en ville ils vivent de la chine où Henri avec son expérience d'employé de commerce excelle. À 20 ans Camille s'engage pour trois ans dans la vie militaire qu'il aborde d'une manière sympathique avant d'en être dégoûté par l'usage des procédés brutaux de la hiérarchie. Toutefois au cours de cette période, à la suite de trois conférences de Sébastien Faure, le fondateur du *Libertaire*, il s'engage dans l'anarchisme libertaire. C'est le tournant radical qui oriente désormais toute son existence. "Je fuyais la vie militaire comme j'avais fui la vie religieuse". Il se retrouve chômeur et reprend sa vie de chineur. Dans ce temps d'anar-chineur il fait la mauvaise rencontre à Limoges d'un candidat à "la reprise individuelle" qui l'entraîne dans une opération de cambriolage avec profanation de l'église de Bugeat. Elle se termine par sa condamnation à dix ans de réclusion et vingt d'interdiction de séjour. Cette très lourde sanction et les six années passées dans les deux bagnes "maison de force et de correction" forgent son sentiment de révolte à l'égard de la "morale bourgeoise". En quittant cette nouvelle prison, avec l'aide de son frère, devenu éditeur et un réseau d'amis anarchistes il reprend son métier de colporteur. Très vite les liens qu'il tisse avec un groupe d'anarcho-syndicalistes de Nancy le conduisent à s'installer sur un terrain pour fonder une communauté agricole où il édifie la cabane qui lui tient lieu d'habitation. Il collabore régulièrement au bulletin hebdomadaire créé par ses amis nancéiens *Le Cri populaire*. Au cours d'un colportage il rencontre Louise à Tours qui l'accompagne à Nancy. Lorsqu'elle attend un enfant ils quittent la cabane pour s'installer à Neuves-Maisons où il s'établit comme marchand de vins avec l'aide financière de son frère. Comme il l'écrit lui-même son livre aurait dû s'achever là, "le cri d'une conscience individuelle qui sait être l'écho du sentiment profond des innombrables victimes des iniquités sociales". Mais "le coup de tonnerre de la guerre mondiale" a modifié le cours de ses réflexions.

Journaliste et militant

Dans la seconde partie de l'ouvrage (1914-1944) Camille Fabre, dans sa quarantième année, "pour suivre délibérément l'élan national qui

animait le peuple français", signe un engagement pour la durée de la guerre. Très vite pour sortir de l'ennui et de l'inaction du soldat il se porte volontaire pour suivre des pelotons d'instruction et se retrouve au bout de deux ans avec le grade de lieutenant. En quelques pages il fait une description particulièrement féroce du milieu de la hiérarchie militaire où il a du mal à réprimer sa révolte. En novembre 1916, au cours d'une école de perfectionnement dans le maniement d'une grenade il est victime d'un terrible accident. Il en sort invalide amputé d'un bras, borgne et demi sourd.

Réformé avec une invalidité à 95 % il termine la guerre au sein de sa famille installée à Montreuil depuis le début de la guerre et vivant chichement d'une petite épicerie. C'est à nouveau son frère, éditeur d'un hebdomadaire pamphlétaire *Les Hommes du Jour* qui vient à son secours. Bien que leurs idées politiques ne concordent plus Henri lui confie la charge d'administrer une nouvelle publication *Le Journal du peuple*. Publiant sous le pseudonyme Fambreille, Camille se détache très vite de la ligne éditoriale de son frère et fonde l'*Almanach du peuple*. Il s'installe en grande banlieue pour suivre l'instruction de ses deux filles et crée un cabinet de contentieux "l'entraide juridique".

l'action le conduisent à multiplier ses activités militantes à la Fédération des locataires, à l'Union des coopérateurs, au Secours rouge international. En 1925 il est porté sur la liste du parti communiste comme candidat à la municipalité de Clamart. Pour subvenir aux besoins familiaux et toujours avec l'appui de son frère il est correcteur dans une imprimerie. Mais en 1933 il se résigne à prendre une semi-retraite dans une maison qu'il a fait construire à Étampes. Tout en partageant le plaisir de la lecture et du jardinage il rédige chaque semaine un bulletin dans l'hebdomadaire *L'Étampeois*. Ce qui lui valut d'être sollicité par l'Union locale des syndicats pour tenir une permanence afin d'aider ses camarades syndiqués dans leur lutte contre leurs exploiteurs. Sa santé ébranlée par une congestion pulmonaire l'oblige à quitter Étampes avec sa famille durant l'hiver 1940-1941 pour trouver asile et repos chez son gendre Alphonse Barbé, marchand forain et anarchiste libertaire. À quelques kilomètres de Falaise il achète une chèvrerie qu'il tentera de partager avec une associée. Il clôt son manuscrit le 17 mai 1944 et mourra en décembre 1945.

Pour suivre son itinéraire dans cette seconde partie Camille Fabre s'adresse



Ses engagements politiques au comité directeur de l'Association républicaine des anciens combattants (l'ARAC) et à la section parisienne de la SFIO le ramènent très vite sur Paris. Sa vie militante est "celle du révolté qui devient révolutionnaire" et pour reprendre son opposition au régime de la bourgeoisie, il abandonne ses camarades anarchistes pour s'inscrire à la section socialiste de son domicile. Après le congrès de Tours en "fervent admirateur des artisans de la victoire prolétarienne en Russie" il s'engage dans le parti communiste naissant. Son besoin et son goût de

familièrement à son lecteur pour lui faire partager ses réflexions et analyses des courants idéologiques et politiques de l'entre-deux-guerres. Au terme du parcours la fascination devant la fidélité aux engagements libertaires et communistes l'emporte sur toute autre considération.

Alain Carof

(Éditions de Champlin, 181 av. Jean Jaurès - 75019 Paris - mars 2016, Postface de Nathalie-Noëlle Rimlinger, 376 pages)

Itinérances artistiques

Quatre expositions à Limoges, Guéret, La Châtre et Éguzon (Indre), un superbe catalogue, de nombreuses animations durant tout l'été... Autour de la Vallée de la Creuse que les impressionnistes (pré et post compris) ont découverte et peinte dès la fin du XX^e siècle, un projet global de territoire est en train de se construire.



Tout démarre il y a plus de 150 ans quand les premiers peintres viennent poser leurs chevalets devant les ruines du château de Crozant ou le long de la Sédelle et de la Creuse. Ils s'appellent Claude Monet, Armand Guillaumin ou Charles Bichet et entraînent dans leur sillage toute une flopée d'artistes y compris étrangers, comme Allan Österlind, un peintre suédois qui tombe amoureux de la vallée de la Creuse. C'est là, il faut le mentionner, que Monet réalise sa première "série", c'est à dire le même motif réalisé à des moments différents de la journée. Bref, le lieu tient dans l'histoire de l'art une place non négligeable... qui était pourtant négligée pendant très longtemps.

Depuis, les collectivités ont pris conscience de la richesse de cette histoire et de ses potentialités touristiques. C'est ainsi que la démarche "Vallée des peintres" a été lancée. Pilotée depuis 2010 par le département de la Creuse, elle se présente comme "une approche globale, pluridisciplinaire, interrégionale" et coordonne l'ensemble des actions, animations, opérations, réflexions, communication de ce vaste territoire à cheval sur la Creuse et l'Indre. Pour Laurence Fidry, une des chevilles ouvrières de ce projet, c'est une action qui dépasse largement son cadre "culturel" mais qui s'inscrit "au service de tout un territoire dans l'objectif de le rendre lisible à de nouveaux publics pour permettre à ceux qui y vivent de pouvoir y travailler... et même d'accueillir de nouveaux résidents." Le projet est donc loin d'être fini. En projet, avec une association d'Ile-de-France et les collectivités territoriales de Normandie (autres terres que les impressionnistes apprécient) la création d'un "Itinéraire culturel européen sur l'impressionnisme". Si Claude Monet savait !

Le catalogue des expositions est publié aux Ardents éditeurs (24 €).



À Faux-la-Montagne, c'est le dessinateur Baudoin qui a pris la plume pour tirer le portrait de 61 habitants. Le plus jeune a 5 ans, le plus vieux 91 ans : c'est Picasso (représenté ici). Pendant que le célèbre auteur de bandes dessinées croquait ses modèles il les interrogeait sur leur vie et leur village et en particulier sur leur avenir. Les 61 portraits et les histoires racontées par ces habitants sont regroupés dans un livre paru fin juillet. Au-delà de l'intérêt qu'y trouveront les habitants du lieu, ce livre apporte des éléments intéressants au débat qui oppose ceux qui voient dans le renouveau démographique des espaces ruraux un phénomène d' "urbanisation des campagnes" où ces dernières ne seraient plus que la lointaine périphérie des villes, à ceux qui y décèlent plutôt le "triomphe d'une nouvelle ruralité" où les points faibles d'hier sont devenus des atouts. Car au travers des discours des uns et des autres et malgré les clivages qui s'y affirment explicitement, le sentiment qui domine c'est que le village d'aujourd'hui n'est plus du tout celui d'hier. Une métamorphose pas toujours vécue sereinement mais dont tout un chacun admet la réalité. Du coup, comme une philosophie sociale, chacun de dire que l'enjeu est désormais de réussir à bien vivre ensemble.

L'ouvrage (192 pages) est vendu 16 € à Faux la Montagne et dans les bonnes librairies.



À Gentioux et à Saint-Marc-à-Loubaud, ce sont trois photographes du Nord de la France (Hélène Ségard, Samuel Lemoire et Bernard Quenu) qui sont venus faire les portraits des habitants à l'initiative de l'AIAP (Atelier international d'artistes plasticiens). Son président, Richard Marciniak, de Gentioux, explique dans le catalogue édité à cette occasion que l'objectif de ce projet rejoint celui de Baudoin à Faux-la-Montagne, mais aussi d'un livre comme *Le Village* (portrait d'un village de l'Allier) ou d'un film comme *Les habitants* de Raymond Depardon. La raison de cette éclosion ? Richard Marciniak y décèle une évidence : "Alors que le mot territoire est utilisé comme un sésame de l'action publique et privée, jamais les populations des territoires n'ont été aussi peu considérées sinon méprisées. Le besoin de les découvrir, de les reconnaître est aussi fort que le besoin qu'elles ont d'exister dans un monde capitaliste où l'exploitation de l'homme et de son environnement sont à leur apogée. Face à ce mépris nous prenons comme arme de résistance ces visages multipliés, jeunes et vieux, leur sourire comme une invitation à l'espoir." Les photos imprimées sur bache ont été exposées pendant tout l'été dans les villages.

Un catalogue reprend toutes les photos, accompagnées d'un texte de l'écrivain Antoine Cabaret. Il est vendu 3 €.

Autoportraits sur le Plateau

Frénésie de portraits sur le Plateau ! Est-ce une mode ou un besoin d'affirmer son existence collective sur le territoire ? On ne compte pas moins de quatre initiatives qui ont, cette année, mis au cœur de leurs projets les habitants de la Montagne limousine. Le moyen commun à ces quatre expériences : tirer le portrait d'individus lambda, pas des "personnalités" ou des célébrités. Non, juste des gens qui habitent là, qui travaillent là. Certains pourraient y voir un exercice légèrement égotiste et autocentré. Mais ne doit-on pas plutôt lire derrière l'utilisation du portrait une fierté de se revendiquer d'ici, un moyen de mieux se connaître entre habitants, une stratégie d'interconnaissance qui permet à chacun de découvrir l'autre dans sa singularité... mais aussi dans ce qu'il a de commun avec tous : oui, nous habitons tous ce territoire, oui nous sommes sur le même bateau. Les portraits alors s'additionnent et constituent un kaléidoscope de visages qui, par mille regards (aux sens propre et figuré), dessinent au final un portrait du Plateau de Millevaches.

À Peyrelevade, c'est à l'initiative de Marie-Claude Ragot, responsable de la médiathèque, et d'un photographe parisien qui vient régulièrement en villégiature sur le Plateau, qu'a pris forme le projet d'une série de portraits d'habitants. Au début il s'agissait de faire les portraits des anciens du village avant que tous ne disparaissent... Mais après avoir installé un studio de fortune dans un des bars du bourg, les jeunes de la commune se sont pris au jeu et ont voulu aussi se faire photographier. Les portraits ont été exposés à la salle des fêtes durant l'été, un jeu a été lancé pour reconnaître les habitants à partir de leurs seuls yeux et un atelier photo a eu lieu à l'école dans le cadre des activités périscolaires. D'un travail sur la mémoire, on est ainsi passé à un travail sur le lien social. De nombreux habitants ont demandé que le projet se poursuive l'année prochaine et l'on réfléchit déjà à Peyrelevade sur une opération autour des portraits de famille.



En Haute-Corrèze c'est l'artiste plasticienne Anne-Marie Filaire qui a commencé une collecte photographique sur les jeunes du Plateau, comme ce jeune de Peyrelevade sur son arbre. Un travail qui se poursuivra toute cette année et qui fera l'objet d'une exposition l'année prochaine. Invitée par Peuple et Culture Corrèze, Anne-Marie Filaire a déjà travaillé sur les jeunes arabes. Elle rencontre désormais des jeunes Corrèziens, à Tulle et ailleurs en Corrèze. Elle explique : "Travailler sur la jeunesse m'oblige à entrer en contact avec les différentes institutions (FJT, CADA, Centre départemental de l'enfance, lycées), les associations – nombreuses en Corrèze –, les communautés qui incluent aussi les mouvements alternatifs et de tisser un réseau de rencontres, d'affinités."



Triste et vaine querelle autour de la tapisserie

Communes et habitants autour d'Aubusson se réjouissent de la très remarquable réalisation de la Cité de la tapisserie qui a ouvert ses portes avec un grand succès le 10 juillet. Tous espèrent qu'elle donnera un nouveau souffle à l'enracinement culturel de cette activité artistique dans cette petite région située aux confins de la Marche et de la Combraille, comme, souhaitons-le, elle peut apporter de nouvelles sensibilités artistiques dans l'agencement de la décoration de nos édifices publics et privés.

Il est pour le moins regrettable que dans ce concert unanime de louanges la municipalité de Felletin vienne, dans le même temps, raviver une querelle séculaire en affichant sur un énorme panneau à l'entrée de la ville : "Felletin berceau de la tapisserie". Tout un chacun sait bien que ce slogan martelé depuis la seconde moitié du vingtième siècle, repose sur des indicateurs fragiles, à savoir la présence dans la ville de deux tapisseries en 1457 et 1473. Certes, au quinzième siècle la cité felletinoise était infiniment plus florissante que la ville résidentielle du vicomte d'Aubusson et même que de toute autre ville du territoire actuel du département de la Creuse. Ville marchande du Milleval et étape sur la route Lyon-Limoges-Bordeaux, Felletin réunissait moult métiers et dispose aujourd'hui d'archives collectées sur des listes de tailles seigneuriales. Rien n'empêche que demain des chercheurs chevronnés retrouveront quelques semblables nomenclatures et pour la même période à Bellegarde-en-Marche ou

Bourganeuf ou quelque part dans la Marche dont on a la certitude de la présence de tapisseries à la même époque.

Succès des ateliers Pinton

En outre, la facture de ce placard publicitaire relève davantage de l'amateurisme que de l'aisance professionnelle. Déjà, il ne permet pas de connaître son commanditaire. Il est en outre composé de deux reproductions : l'une est une photo d'une carte postale représentant l'atelier des peintres d'une manufacture, datant des dernières années du XIX^e siècle, (peut-être l'atelier "Jean Pinton et Cie 1898" ?). L'autre est la reproduction de l'œuvre d'un artiste et peintre libano-américain tissée en 2015 aux ateliers Pinton. Aujourd'hui les ateliers Pinton de Felletin connaissent un incontestable succès sur le marché international de la tapisserie, plus de 70% de leurs productions s'écoulant à l'étranger. Ils se présentent comme un fleuron du trésor national de la tapisserie



et du tapis. Avec le label "Entreprise du patrimoine vivant" ou leur figuration dans le réseau "Luxe et Excellence", ils ont choisi le haut de gamme. À ce titre, comme hier ils ont tissé des œuvres de Picasso, Braque, Lurçat, Le Corbusier, aujourd'hui ils travaillent avec des artistes contemporains venant des États-Unis, de Suisse ou du Moyen-Orient avec des sensibilités artistiques très diverses : Etel Adnan, Ahmed Mustafa, Jory Pradelle, etc. En témoigne la très belle exposition des œuvres de Michel Degand à l'église du château, dont la plus grande partie des œuvres tissées proviennent des ateliers Pinton.

Tensions persistantes

La municipalité de Felletin a de bonnes raisons de se féliciter et d'encourager les ateliers Pinton. Mais était-il opportun de promouvoir cette quasi publicité déguisée à l'heure de l'inscription de la tapisserie d'Aubusson au patrimoine immatériel de l'humanité par la réalisation de la Cité de la tapisserie ? D'autant que nul n'ignore les tensions persistantes entre le président des ateliers Pinton et la Cité au sujet de la formation des lissiers. Le premier militant avec ardeur pour une formation à l'interne seul garant pour enrainer un métier certes difficile, mais "métier de passion". Déjà en 2013, un membre éminent de l'association Pinton¹, dans un article de la "Documentation Française", mais avec les accents de la trompette ultra-libérale, avait émis une critique très sévère sur le projet de la Cité de la tapisserie, au prétexte que les collectivités territoriales, en l'occurrence le conseil départemental de la Creuse, et l'État "n'ont la moindre expérience en matière de tapisserie et d'art tissé. Ils n'ont aucune compétence pour arbitrer les difficiles

choix techniques, commerciaux et artistiques qui vont se présenter". Gageons qu'aujourd'hui, après avoir participé à l'inauguration du 10 juillet, son opinion soit moins tranchée. Et qu'en tout état de cause il ne se laisse pas enfermer dans cette vaine querelle entre nos deux cités marchaises.

Il y a mieux à faire

À partir de tous les facteurs artistiques, culturels, éducatifs, économiques et sociaux qui concourent à la création de la tapisserie, nos deux cités ne devraient-elles pas s'employer à éteindre cette stupide chicane et entreprendre de nouvelles coopérations pour assurer leur communauté de destin sans pour autant perdre la richesse de leur singularité ? C'est une urgente nécessité au moment où se dessinent ces "fausses communautés" de communes de plus en plus "grandes" et inaccessibles au citoyen. Elles sont à l'image de la métropolisation générale de notre espace national avec l'élimination des territoires ruraux. Elles sont le gage certain de la déstructuration de toute démocratie citoyenne liée au territoire pour le bénéfice d'une désastreuse et inhumaine gouvernance technocratique. Résister ensemble à ce désastre vaut mieux qu'une querelle de "berceau" ou de "capitale".

Alain Carof

¹ Michel Pinton, maire de Felletin de 1995 à 2008 ; il a été conseiller municipal d'Aubusson en 1965, il a brigué sans succès la mairie d'Aubusson en 1971 et en 1973.



Millefleurs à la licorne, à ce jour la plus ancienne tapisserie des ateliers de la Marche, fin XV^e siècle

Chroniques d'exils



Rappels à la loi

Secret médical

Être étranger fait de vous un suspect. Depuis quelques mois, un étranger malade qui demande un titre de séjour doit prouver son identité à son médecin (même si celui-ci le connaît de longue date !). La préfecture remet une attestation qui doit lui être retournée tamponnée par le médecin certificateur. La préfecture n'a pas accès au contenu du certificat. Par contre elle a accès à l'identité et à la spécialité du médecin, réalisant par là une jolie égratignure au secret médical ! Le conseil de l'ordre habituellement si à cheval sur le secret reste silencieux.

La préfecture aux aguets

La solidarité n'est plus un délit en France (§ 3 de l'Article L 622-4 du CESEDA introduit en 2012 par M. Valls). Pourtant dans plusieurs affaires récentes cette qualification réapparaît par des voies détournées.

La préfecture de Limoges vérifie la réalité de l'adresse fournie par l'étranger en demande de titre de séjour et envoie les forces de l'ordre au domicile déclaré par la personne. A Eymoutiers nous avons connu cette situation à deux reprises, un dimanche après midi et un samedi matin. Dans l'un des cas, la personne n'habitait pas à l'adresse indiquée. En effet quand elle a déposé sa demande, elle résidait toujours au CADA et n'avait pas encore d'hébergement. Sans adresse réelle impossible de déposer une demande de titre de séjour.

Une camarade a fait une attestation. Entre temps le MAS a trouvé un hébergement et nous n'avons pas immédiatement signalé ce changement. Notre camarade s'est vue convoquer à la gendarmerie, interrogée, avec prise de photos et d'empreintes. Elle a reçu au final un rappel à la loi par le substitut du procureur pour "production de faux afin de faciliter le séjour irrégulier". Si dans la lettre de la loi on pourrait effectivement parler de "faux", celui-ci n'a été qu'une réponse, donnée dans l'urgence et de manière très éphémère, à une de ces situations impossibles où la législation ne cesse de placer les étrangers. Car il y a la lettre et l'esprit de la loi. L'esprit de la loi est de ne plus pénaliser la solidarité dès lors qu'il n'y a pas de contrepartie financière et qu'il s'agit de préserver la dignité ou l'intégrité physique de la personne...

Quelle énergie de la part des autorités à compliquer le travail des bénévoles qui soutiennent les exilés ! Ce travail est indispensable pour leur éviter, à notre échelle, de connaître les conditions de vie indignes que vivent bien des exilés. Quelle discordance entre les discours humanitaires de nos dirigeants et les actes posés !

Solidarité

Sur notre Montagne la solidarité ne faiblit pas : la commune de Faux-la-Montagne réfléchit collectivement à des modalités d'accueil. La fête de la musique à Eymoutiers a été un succès.

Nous tiendrons une réunion le samedi 24 septembre lors de la fête de la Montagne limousine à la Nouaille à partir de 10h, avec projection à 15h du documentaire "Un paese di Calabria".

Par ailleurs, nous sommes toujours en recherche de logements et de dons !

MAS et Cimade de Peyrelevade et Eymoutiers



Contacts :
Cimade Eymoutiers :
eymoutiers@lacimade.org 06 41 45 66 17
MAS Eymoutiers :
contact@assomas.fr 06 78 73 53 04
Cimade Peyrelevade :
peyrelevade@lacimade.org 07.78.54.28.74
MAS Peyrelevade :
lemaspeyrelevade@riseup.net

la Cimade
L'humanité passe par l'autre

Chroniques

Nous inaugurons deux chroniques que vous retrouverez chaque trimestre dans IPNS. La première consacrée aux exilés vous tiendra au courant des actions et des actualités qui touchent les personnes exilées qui se retrouvent désormais à nos portes, à Eymoutiers, Peyrelevade et dans les communes alentours. Un moyen de contribuer aux actions de solidarité qui sont mises en place par les associations locales (Montagne accueil solidarité et Cimade).

L'autre chronique, plus légère, est sportive ! Jean-François Pressicaud nous fera partager, dans un ordre alphabétique mais avec subjectivité, la richesse de l'histoire du cyclisme en Limousin.



La revanche de la Vierge Noire

Depuis son élection, Denis Priouret, maire de Saint-Quentin-la-Chabanne, bien que nourri d'une tradition familiale très laïque, participe volontiers, chaque 14 août, à ce qu'il considère comme un aimable folklore : la procession avec la Vierge Noire, sortie de la crypte de l'église pour être conduite au puits de la Vierge. Cette cérémonie est censée apporter une assurance contre le manque d'eau. Cette année, alors qu'il n'avait pas plu depuis longtemps, le déroulement de la course cycliste du 15 août a été fortement perturbé par un orage qui s'est prolongé pendant toute la durée de l'épreuve, et a cessé dès la fin de celle-ci. Il n'en fallait pas plus pour que certains mauvais esprits, ou les plus superstitieux, pensent que la Vierge Noire, mécontente de la désinvolture quelque peu mécréante du maire, a voulu lui montrer son pouvoir en arrosant copieusement cette compétition à laquelle Denis Priouret, qui a été un des meilleurs coureurs cyclistes du Limousin, tient beaucoup.

Montée d'adrénaline d'une élue désespérée

On ne va pas publier un discours de Catherine Moulin, maire de Faux-la-Montagne, dans chaque numéro d'IPNS ! Pourtant sa dernière prestation, sous la forme d'une "montée d'adrénaline d'une élue agacée et de plus en plus souvent désespérée" l'aurait bien méritée.

Madame le maire avait profité du nouveau service régional "New Aquitaine ubiquité" pour faire lire son discours par Sonia, une chargée de mission dévolue à cet effet (l'élue était retenue à Hendaye pour une réunion sur la proximité...).

Extrait : "Il y a de l'indigne-action qui génère de l'indignation, quand, on décide de reconfigurer nos régions sans véritables raisons, ce qui provoque désordre et paralysie. L'élue communal comme le citoyen sont exclus des lieux de décisions. Il y a de l'indigne-action qui génère de l'indignation, quand, on pousse les communautés de communes à grossir sans limite et sans raison, au point d'en faire des monstres ingouvernables, dispendieux. Il y a de l'indigne-action qui génère de l'indignation, quand on nous oblige à gaspiller notre temps en procédures, évaluations, contrôles, normes et autres tracasseries administratives qui n'ont parfois comme raison d'être que celle du plaisir d'asservir. Il y a de l'indigne-action qui génère de l'indignation, quand, la bêtise devient une valeur, l'ignorance une vertu, le défoulement une qualité, la soumission un savoir faire, la mauvaise foi un savoir être, la médiocrité un savoir vivre. Mais il y a de la satisf-action qui génère de l'admiration quand, des citoyens se mobilisent, n'attendent pas que tout vienne d'en haut, d'en bas ou d'ailleurs pour se responsabiliser, s'engager, se mouiller et participent ensemble à leur devenir. Il y a de la satisf-action qui génère de l'admiration quand, des citoyens refusent de se laisser envahir par une gangue d'émotions débordantes, dégoulinantes et suffocantes, constituée d'images chocs, de commentaires débiles, d'informations tronquées véhiculées par des réseaux sociaux tentaculaires et des médias sans éthique."

Pour avoir l'intégral, il fallait être à l'inauguration du festival Folie ! Les mots fin juillet...



Détournements de panneaux

On n'avait pas encore vu cela ! Mais une lectrice nous l'a fait découvrir... Comment se débrouiller pour aller débarder du bois par des petites routes limitées à 12 tonnes lorsqu'on n'a qu'un gros semi-remorque ? Il suffit de ne pas voir les panneaux. Pour cela le propriétaire s'est chargé tout simplement... d'obstruer les panneaux concernés ! Cela se passe dans les Monts de Blond, à 40 kilomètres au Nord-Ouest de Limoges. Quand la fièvre monte, il suffit de casser le thermomètre...



A Felletin, la sage-femme a de l'humour !



Burkini : la réponse du Planning familial

C'était la polémique de la fin de l'été... Même si on n'a pas vu de burkini sur les plages de Vassivière, chacun a entendu parler des arrêtés municipaux des maires de la Côte d'Azur interdisant ce costume sur leurs plages. Pour faire entendre un autre son de cloche le Planning familial du Puy-de-Dôme a fait circuler le petit dessin suivant. Qui, bien sûr, vaut mieux qu'un long discours.



Abécédaire du cyclisme limousin

Dans le n° 12 d'IPNS, j'avais tenté d'expliquer la place remarquable occupée par le cyclisme dans la culture populaire du Limousin durant tout le XX^e siècle.

Cette place se traduisait par le nombre incalculable de compétitions cyclistes organisées généralement à l'occasion des fêtes dans les bourgs ruraux ou dans les quartiers urbains, par l'engouement pour ce sport des jeunes ouvriers ou paysans économisant sou par sou pour se payer leur premier vélo de course, par l'affluence énorme aux réunions du vélodrome de Limoges ou aux arrivées des grandes courses et par l'importance accordée au cyclisme dans les pages sportives des quotidiens, à la radio et à la télévision régionale.

Des champions emblématiques comme André Raynaud, champion du monde de demi-fond (épreuve sur piste derrière entraîneur motocycliste) en 1936, souvent associé au creusois Dayen, Raymond Poulidor (inutile de le présenter) ou Luc Leblanc (champion du monde sur route en 1993), et des épreuves phares comme Paris-Limoges, le Tour du Limousin, le Tour de la Corrèze et les multiples critères réunissant les professionnels et les régionaux, ont constamment entretenu l'intérêt des Limousins pour le cyclisme.

Il nous a semblé qu'il pourrait être plaisant, par une démarche pointilliste de type abécédaire, de progresser dans la connaissance et la compréhension des multiples facettes du cyclisme en Limousin. Les notices ne viseront pas à l'exhaustivité et leur choix sera essentiellement subjectif.



A

Alaphilippe François

Non, il ne s'agit pas de Julien, ce jeune Montluçonnais qui vient de s'illustrer sur les routes du Tour de France et des jeux olympiques en faisant montre d'un remarquable talent d'attaquant.



François Alaphilippe, né en 1941, a d'abord été, de 1957 à 1962 un des meilleurs coureurs limousins. Avec son compère de l'UV Limousine Alain Desplat, ils dominent les compétitions régionales, comme des classiques amateurs parisiennes (très cotées à cette époque) ou le championnat de France OSSU (puis ASSU, scolaires et universitaires) sur route (troisième en 1960 et demi-finaliste en 1961). En 1962, il arrête la compétition pour se consacrer, avec succès, à ses études de droit.

Il gravit tous les échelons universitaires. Agrégé il est professeur de droit privé à la faculté de droit de Limoges, dont il deviendra doyen et auprès de laquelle il fondera en 1977, avec Karaquillo, le Centre de droit et d'économie du sport.

Mais c'est en qualité de dirigeant qu'il aura la plus grande réussite : président de la Fédération française de cyclisme de 1989 à 1993, il sera aussi secrétaire général du Centre national olympique et sportif français de 1993 à 2001 et membre du tribunal arbitral du sport, une instance internationale dont on a beaucoup parlé à l'occasion de l'affaire Platini-Blatter en football ou lors des derniers jeux olympiques.

Jean-François Pressicaud

Visions contrastées du plateau de Millevaches

La Montagne du 15 août consacre une page entière aux "cinq raisons d'aller sur le plateau cet été" et précise en sous-titre : "détente, culture, randonnées et paysages, il y a tout ce qu'il faut sur le plateau de Millevaches". De quoi conforter l'ambition de Philippe Connan, président du PNR : "faire en sorte que le Parc devienne une destination vacances". A cette vision positive, il nous a semblé intéressant d'opposer celle développée par le briviste J.B. Lavielle, "instituteur honoraire, correspondant du Musée social, délégué de la société Gay-Lussac de Limoges" dans le bulletin annuel du congrès de l'Arbre et de l'eau de 1931. Nous publions ci-dessous un extrait de son article, dont le pessimisme et l'appréciation négative évoque celle de Richard Millet quarante ans plus tard. Mais ce dernier est un romancier qui développe une vision subjective et artistique, alors que J.B. Lavielle se targuait d'une approche objective et savante. Ce texte est aussi à rapprocher de toutes les rumeurs circulant en limousin au début du XX^e siècle concernant des enfants dévorés par des loups, présentées comme avérées mais dont aucune trace n'est retrouvée dans des documents écrits.

Jean-François Pressicaud

CINQ RAISONS D'ALLER SUR LE PLATEAU CET ÉTÉ



Des tempêtes d'hiver bien plus terribles que les orages d'été...

L'hiver est très rigoureux sur le Plateau. Il y règne de septembre à mai. Il n'est pas rare qu'il y ait des gelées blanches en juillet, en août.

Pendant la saison froide, le pays reste longtemps enseveli sous une épaisse couche de neige. Et souvent, alors, quand le vent d'ouest se met à souffler avec violence, il élève la neige dans les airs en formant des tourbillons épais de poussière blanche et glacée. A Millevaches, à Féniers, dans toute la contrée des monts du Limousin, fréquentes sont ces tempêtes d'hiver bien plus terribles que les orages d'été. C'est ce qu'on appelle le *Ventouge*, aux effets souvent tragiques. Le voyageur enveloppé dans ce tourbillon est transi. En plein jour il ne voit rien, ne distingue rien ; il n'entend que le son grondement de l'air. Averti, étourdi, il va sans savoir où ; il tourne sur lui-même. Malheur à lui s'il s'arrête, s'il s'assied ! Engourdi, il s'endort et ne se réveille plus. Il peut aussi glisser dans un creux couvert de neige (un comble) (1), ou dans une tourbière inapparente et tout est fini pour lui.

Pendant l'ouragan, les cloches des villages sont mises en branle pour avertir et guider le voyageur. Mais celui-ci serait-il peu éloigné du clocher le plus près, qu'il n'en perçoit pas la sonnerie. Il réussit rarement à se sauver. Un jeune homme robuste, intelligent, aubergiste et conseiller municipal à Millevaches, M. Couffy, perdit la vie dans un ventouge, en 1885. On le trouva mort dans la neige, à cent mètres à peine de sa maison. Il ne se passe guère d'année sans que quelqu'un, même parmi les plus habitués à parcourir le pays, même parmi les facteurs, ne périsse dans une tornade de neige.

Quand Balzac évoquait le Plateau... approximativement

"À cinq lieues au-delà de Limoges, après les gracieux versants de la Vienne et les jolies prairies en pente du Limousin, qui rappellent la Suisse en quelques endroits, et particulièrement à Saint Léonard, le pays prend un aspect triste et mélancolique. Il se trouve alors de vastes plaines incultes, des steppes sans arbres ni chevaux, mais bordées à l'horizon par les hauteurs de la Corrèze." Ces lignes sont extraites du roman d'Honoré de Balzac, *Le curé de village* (1841).

Âpre, sauvage et sans ressources

L'inquiétude me gagne. Selon Balzac, il y aurait donc deux Limousins : un beau, dont St Léonard serait en quelque sorte le joyau. Un autre, particulièrement sinistre et peu attirant, que le célèbre romancier situe vers la Corrèze. Ne s'agirait-il pas ici de notre Plateau ? Pourtant, on est loin de la description tracée par un grand ami de Balzac – Jules Sandeau – la même année, qui nous parle, lui, de la Creuse : "Nos chères montagnes" parfumées par les "bruyères au milieu des landes solitaires". Ouf ! Tout ceci existe bien, la preuve : "Les collines, les ruisseaux limpides" font irrésistiblement penser à la Montagne limousine. Mais plus loin, dans *Le curé de village*, on peut lire encore ceci : "Si cette plate transition, entre les paysages du Limousin, de la Marche et ceux de l'Auvergne,

présente au penseur et au poète qui passent les images de l'infini, l'effroi de quelques âmes... pour l'habitant, cette nature est âpre, sauvage et sans ressources. Le sol de ces grandes plaines grises est ingrat... Là, manquent ces grandes résidences qui parfois vivifient ces déserts... où la civilisation gémit, où le touriste ne trouve ni auberge ni ce qui le charme : le pittoresque". Aieeuh !

Un sens aigu du détail vrai

Le romancier aurait donc cru trouver chez nous un décor crédible, sans pour autant aller plus loin dans l'authenticité de la description. C'est, selon moi, le côté aléatoire qui explique bien des approximations comme quand on lit "qu'un cavalier s'avance au galop dans la plaine". Personne ici ne se hasarderait à utiliser le mot plaine. Non seulement parce qu'il est un contre-sens topographique, mais parce que, même plats, les fonds de vallée ne sont jamais appelés ainsi. D'ailleurs, la seule plaine limousine se trouve dans les environs de Brive. Il semble donc clair que – malgré quelques timides emprunts – le souci de la véracité géographique n'a jamais effleuré Honoré. Dans une de ses biographies, on lit pourtant ceci : "Doté du génie de l'observation, Balzac attache une grande importance à la documentation et décrit avec précision les lieux de ses intrigues, n'hésitant pas à se rendre sur place pour mieux s'imprégner de l'atmosphère, ou interrogeant des personnes originaires d'un lieu qui joue un rôle dans son récit. Il a un sens aigu du détail vrai." À vous de juger. Un début de réponse est à chercher dans la chronologie de la vie de Balzac. S'il est certain qu'il a bien séjourné à Limoges, il n'en a jamais dépassé, vers l'est... le faubourg Saint-Étienne. En somme, sur notre plateau, il n'a jamais mis les pieds. Reste à savoir ce qui a pu guider son choix. Alors, Honoré, tu repasseras !

Emile Vache

